

Une analyse marxiste du capitalisme contemporain, et comment s'en sortir

Par Alain de Raucourt, étudiant en L3 d'Economie, membre de l'UEC Grenoble et du PCF de l'Isère.

Introduction

Le capitalisme contemporain est dans un processus de transformation profonde. Ce processus fait écho à des périodes historiques similaires. Comprendre ces transformations structurelles est donc fondamental pour répondre de manière rationnelle à un mode de production capitaliste désormais entré pleinement dans le stade de « barbarie » décrit par Rosa Luxembourg^[1]. Il est donc essentiel de se pencher dans une analyse des rapports de production en France et dans le monde.

Ce texte a comme but faire émerger une réflexion tantôt de fond comme de forme au sein du Parti Communiste Français dans le cadre de son congrès exceptionnel qui aura lieu en novembre 2018. Ce texte a comme vocation de vouloir éclaircir des zones d'ombre, qui échappent à une partie de notre masse militante. Il n'est pas question de vouloir présenter ici des responsables ou des coupables, mais tout simplement, de vouloir contribuer à une réflexion collective, à travers une analyse réaliste et pragmatique.

Nous allons donc exposer ici les vicissitudes du capitalisme actuel afin de proposer des solutions crédibles, par le biais de politiques économiques concrètes, ainsi que de stratégies politiques à mener pour mettre en place ces politiques économiques.

Le mode de production capitaliste entre actuellement dans un stade de barbarie, dû essentiellement au fait que les taux de profit des économies ne font que baisser, comme l'avaient prévu Marx et Luxembourg. Cette baisse du taux de profit ne peut être contrée qu'à travers l'augmentation du taux d'exploitation ou alors par le biais d'un progrès technique majeur qui viendrait bouleverser les rapports entre le capital et le travail. Etant donné que le progrès technique est lui-même freiné, et cela depuis maintenant plusieurs décennies, la seule marge de manœuvre que les capitalistes et ses alliés objectifs ont est d'augmenter considérablement le taux d'exploitation, et donc, de risquer des crises de surproduction. Par cette surproduction inhérente à la nature même du mode de production capitaliste, viennent les crises économiques, les courses à l'armement, et la destruction de l'environnement. Il est possible pour nous autres communistes de faire preuve d'opportunisme historique et de profiter de ce phénomène, pour, de manière progressive et relativement pacifique, laisser, littéralement, le capitalisme mourir. Cependant, la condition nécessaire et suffisante à cela est notre capacité de prendre des décisions macro-économiques par le biais de politiques publiques. Il est donc fondamental d'accéder au pouvoir. La manière la plus *simple* d'atteindre cet objectif est par le biais d'élections démocratiques (en tout cas en France). Il existe bien

entendu des alternatives, mais celles-ci s'avèrent plus complexes, et nécessitent de temps, luxe duquel, hélas, nous manquons.

Nous ne savons pas si toutes les lectrices et tous les lecteurs possèdent des bases en économie politique. Lamentablement, notre argumentation fait référence à des concepts et des termes économiques marxistes qui sont un peu complexes. C'est pour cette raison que nous avons décidé de mettre dans ce texte une courte partie qui expose les fondamentaux de la pensée marxiste. Dans un deuxième temps, nous allons analyser la barbarie du mode de production capitaliste contemporain, pour ensuite exposer les différentes stratégies à mener pour permettre la chute du mode de production capitaliste.

1) Les fondamentaux en économie politique

Dans cette partie, seront exposées quelques notions fondamentales afin de comprendre les théories et méthodologies qui seront utilisées ultérieurement dans ce texte. Nous invitons toute lectrice ou tout lecteur connaissant ces fondamentaux à passer directement à la deuxième partie de ce texte.

- De la valeur, de la plus-value et de la baisse tendancielle du taux de profit

La valeur

La valeur économique, est la notion de base en économie politique. Deux écoles existent aujourd'hui pour décrire cette *valeur*, puisque les économistes, jusqu'à présent, ont identifié deux types de valeur : la valeur d'usage et la valeur d'échange.

La valeur d'usage correspond à l'utilité subjective que tout individu donne à une marchandise. Elle renvoie donc à des choix individuels. Le paradigme néo-classique et ses dérivés ont étudié cette valeur d'usage et entendent que l'économie est un ensemble de décisions individuelles. L'économie marxiste, et nous partageons cette approche, estime que ce paradigme, bien que parfois pertinent à petite échelle, n'est pas suffisant pour comprendre et appréhender l'économie dans sa globalité.

L'économie politique marxiste étudie par définition les rapports de production. Marx a réussi à démontrer [2] que ces rapports de production peuvent être appréhendés à travers la *valeur d'échange*. Cette valeur correspond à une quantité de travail abstraite, socialement commandé. La valeur d'échange est donc une valeur politique. L'approche marxiste est donc macroéconomique, traitant l'économie comme un ensemble, comme une superstructure. Marx démontre, en utilisant les préceptes inventés par Adam Smith et David Ricardo, que la valeur d'échange est égale à la somme de trois composantes, *le capital variable, le capital constant et la plus-value*.

Mathématiquement : $VE = V + C + PV$ (respectivement capital variable, capital constant et plus-value).

Le capital variable correspond aux capitaux mobilisés pour rémunérer le travail des salariés. Le capital constant correspond aux capitaux physiques participant à la production, donc essentiellement des terres, des machines, des outils. La *plus-value* correspond à la valeur extraite par le capitaliste, le propriétaire des capitaux constants, sur le travail des salariés. Il est nécessaire de s'attarder sur cette plus-value puisqu'elle est essentielle dans l'analyse marxiste.

La plus-value

La plus-value d'une entreprise est le fruit du travail des employé-e-s. Le patron, après avoir payé les frais de productions et de maintenance, empoche le reste (ainsi que les actionnaires), ce qui équivaut à un salaire largement plus élevé que celui des employé-e-s. Bien entendu il faut nuancer un peu cette analyse. Aujourd'hui en France 95% des entreprises sont des TPE. En effet dans la plupart des TPE les patrons ne gagnent pas des salaires bien plus élevés que les salariés. Or, ce constat ne change rien à la donne. Car ces petit « patrons » sont eux aussi des travailleurs qui sont opprimés par des intérêts capitalistes. Les TPE en France font de la sous-traitance des grandes entreprises et des grandes multinationales. Les grands industriels continuent à extraire de la plus-value même sur ces petits patrons qui sont eux aussi des exploités.

Mais derrière cette exploitation, cette extraction sur le travail d'autrui, se cache une accumulation qui résulte d'un vol. Mais ce vol est accepté par la société, il est supporté par des lois et un ensemble de superstructures qui légitiment ce vol, voire même le glorifient. Bernard Arnaud est aujourd'hui la quatrième fortune mondiale. Il gagne 8000 € par seconde. Quel patron de PME gagne ça ? Quel salarié gagne ça ? Aucun.

Marx démontre quelque chose que les économistes classiques n'avaient pas vu, ou n'avaient pas voulu voir : dans les rapports de production de valeur d'échange, il existe une exploitation du travail humain, qui passe par l'extraction d'une plus-value sur le travail, donc d'un vol légal du travail d'autrui.

La baisse tendancielle du taux de profit

Marx va plus loin dans son analyse. Il reprend une notion des économistes classiques appelée l'état stationnaire. Pour Smith^[3] et Ricardo^[4], l'accumulation du capital mène vers un stade où cette dernière n'est plus possible. Les deux économistes pensaient qu'il est possible de ralentir ce processus, à travers le commerce international, la baisse des salaires, le progrès technique. Cependant, ils ont compris, que même si c'est possible de ralentir l'avènement de l'état stationnaire, il est impossible de l'arrêter. Marx et Rosa Luxembourg démontrent que ce stade existe bel et bien, mais qu'il est possible de l'éviter ad in aeternam.

Marx est le premier à cerner correctement la nature du profit. Nous l'avons vu, il explique que ce dernier provient d'une exploitation du travail. Il désigne donc le profit comme un taux. Ce taux de profit serait égal à :

$$TP = \frac{PV}{c + v}$$

Le taux de profit correspondrait donc au rapport entre la plus-value extraite sur le travail, et la somme des capitaux mobilisés pour la production.

Si on divise le taux de profit par le capital variable, c'est-à-dire par le montant total des salaires des travailleurs, nous obtenons le taux de profit sur les salaires. Etant donné que seul le travail humain peut produire de la valeur, il est possible de faire du profit seulement sur travail.

$$\frac{TP}{v} = \frac{\frac{PV}{v}}{\left(\frac{c}{v}\right) + 1} = \frac{TE}{COC + 1}$$

TE, ou le rapport entre la plus-value et le capital variable, correspond au taux d'exploitation du travail salarié. COC correspond à la composition organique du capital, ou à l'intensité capitaliste de la production. En autres termes moins savants, ce rapport correspond à la part des machines, outils et autres capitaux synthétiques, sur la part des salaires, mobilisés pour produire.

Comme le démontrent Smith et Ricardo, plus le processus d'accumulation du capital avance, plus le travail humain est remplacé par du capital. Au fur et à mesure que le capital est accumulé, le travail humain est de moins en moins nécessaire. Or, si cette composition organique du capital a tendance à augmenter, alors le taux de profit lui il a tendance à diminuer. Parce que si dans une division le dénominateur augmente, alors le résultat de la division se réduit.

Or cette baisse n'est que tendancielle. Il est possible de maintenir artificiellement les taux de profits élevés. Si l'on veut contrer une augmentation de la COC, il suffit juste d'augmenter le taux d'exploitation. Pour cela, il faut soit diminuer les salaires, soit augmenter la plus-value (ce que in fine revient au même puisqu'il existe une relation conflictuelle entre la rémunération du travail et le profit). Il est par ailleurs possible de baisser drastiquement la quantité de capital constant mobilisé pour la production de valeur. Pour cela, il faut une avancée technologique majeure capable de diminuer drastiquement la quantité d'outils et machines nécessaires pour produire. Les grandes révolutions industrielles ont eu exactement cet effet, comme le démontre Schumpeter[5].

- Quelques actualisations contemporaines et considérations macroéconomiques.

En France, c'est l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) qui gère la compatibilité nationale. L'institut mesure notamment le **produit intérieur brute**, qui correspond à la quantité de valeur économique produite, telle que la société politiquement l'appréhende, en une année. Cela correspond donc bien à la quantité de travail socialement commandée, correspondante à la valeur d'échange produite par le travail en une année.

Le rapport entre ce que la nation a produit l'année 2017 sur ce que la nation a produit l'année 2016, correspond à la croissance économique. Cette croissance économique est donc la variation de production d'une année à l'autre. Quand ce taux est supérieur à 0, nous parlons de croissance, quand il est inférieur à 0, nous parlons de décroissance. La croissance est donc attribuable à l'accumulation du capital. Si nous observons un ralentissement de ce taux de manière durable, pendant plusieurs trimestres, alors nous parlons de récession, et quand ce ralentissement est fort et durable, nous parlons de crise, voire de dépression.

Le PIB est distribué nationalement entre le capital et le travail. Par définition, si les autorités publiques décident d'augmenter la part du PIB qui va au capital, ces autorités vont aussitôt diminuer la part du PIB qui va au travail. Il y a une relation conflictuelle entre le travail et le capital dans la répartition du PIB. Les parts respectives sont décidées collectivement, par l'affrontement d'intérêts antagonistes, entre les détenteurs des moyens de production, et les travailleurs. Il y a donc une lutte des classes pour la répartition de la production.

Il est important de remarquer que le PIB correspond à un revenu national annuel. Il existe donc une différence entre ce que la nation gagne en une année et ce que la nation possède déjà. Ce que la nation possède, donc le stock de capital accumulé, est appelé par l'INSEE le patrimoine national. Ce patrimoine est extrêmement difficile à mesurer exactement. Cependant, aujourd'hui il est possible de remarquer que la France possède 7 fois ce qu'elle produit en une année[6].

Pour résumer la croissance économique correspond à l'accumulation du capital, et le patrimoine correspond au capital déjà accumulé.

- La productivité globale des facteurs

La productivité globale des facteurs ou PGF mesure l'efficacité productive d'une économie. Elle mesure notamment le progrès technique d'une économie. L'évolution de la PGF mesure ce progrès technique dans le temps.

Cette PGF est calculée en divisant la valeur de la production totale produite par une économie, par la valeur totale des moyens de production mobilisés pour cette production. Ce dernier élément est mesuré par l'output gap ou les capacités de production oisives.

- Rosa Luxembourgeois : socialisme ou barbarie[7]

Rosa Luxembourgeois était une économiste marxiste allemande. Elle est plus connue pour son militantisme politique que pour ses apports à la science économique. Cependant, ces derniers sont majeurs et nous permettent de mieux cerner les vicissitudes de la baisse tendancielle du taux de profit décrite par Marx.

Marx comprend assez vite, que le capitalisme est instable. Il génère lui-même des crises puisqu'il est capable de surproduire. Les crises dans le système capitaliste ne sont pas des crises de pénurie, comme jadis dans l'histoire, mais des crises d'abondance, de surproduction. Cette surproduction est dû au fait que la production de marchandises est plus grande que la consommation de marchandises. En d'autres termes, l'offre est plus grande que la demande. L'analyse de Marx de ce phénomène se trouve dans ces schémas de reproduction. Marx se rend compte que les conditions du mode de production capitaliste sont bien trop complexes, et qu'il n'y a rien qui permette de garantir cet équilibre. La solution sur le court terme, est de recourir au crédit.

Les puissances industrielles du XIX siècle fessaient face à ce problème à travers leurs empires coloniaux. Dans les colonies, les populations locales consommaient les marchandises produites par les métropoles industrielles. Pour cela, les puissances coloniales ont tout fait pour empêcher toute industrialisation des colonies[8]. Rosa Luxembourgeois se rend compte que les puissances industrielles ont besoin des colonies comme débouchés pour les marchandises surproduites. Cependant, ce phénomène n'est pas stable dans le temps. Le fait que les marchandises puissent atteindre une demande, ne change rien à la baisse tendancielle du taux de profit décrite par Marx. Les capitalistes vont chercher constamment à maintenir les taux de profits élevés, donc la seule manière est d'augmenter considérablement le taux d'exploitation. Pour cela, il faut soit diminuer les salaires, soit augmenter le temps de travail à salaire égal. Le problème, c'est que la conséquence directe d'une diminution des salaires est une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs. Si les travailleurs consomment moins, alors la demande globale baisse[9]. Si la demande baisse, alors le phénomène de surproduction est accru. Par ailleurs il n'est pas possible d'augmenter le taux d'exploitation ad in aeternam puisqu'il existe un salaire de subsistance. Si les salaires sont plus bas que ce salaire de subsistance, alors les travailleurs ne sont plus capables de reproduire leur force de travail. C'est ainsi toute la production qui est en crise. Par ailleurs, il existe tout de même un point où les travailleurs commencer à s'insurger contre la baisse des salaires.

Donc plus les capitalistes exercent une pression sur les salaires, plus ils se condamnent à, sur le long terme, diminuer leurs profits. Cependant, Luxembourgeois remarque, il existe un secteur économique capable de passer outre ce phénomène de surproduction : le secteur militaire. L'armée produit massivement des marchandises, mais quand surproduction de ces dernières,

il y a un moyen très efficace pour en faire face : la guerre. Un conflit armé détruit les marchandises produites. Quand la guerre est finie, non seulement les armes, chars d'assaut et autres marchandises militaires sont détruites, mais aussi une partie non négligeable du capital déjà accumulé (le patrimoine). Après la guerre, il est donc possible de reconstruire le patrimoine, recommencer un processus d'accumulation du capital, et donc augmenter les taux de profits (vu qu'en absence de capital l'exploitation du travail redevient rentable).

Luxembourg démontre qu'il est possible donc de contrer la baisse tendancielle du taux de profit, en détruisant le capital accumulé, et en perpétuant ad in aeternam l'exploitation du travail. Mais pour cela, il faut donc une guerre, il faut revenir à la barbarie.

Nous avons maintenant exposé les bases théoriques pour la compréhension de notre thèse. A partir de maintenant, nous allons exposer cette dernière et montrer quelle est la stratégie politique à mener pour notre parti, afin d'atteindre son objectif principal qui est la destruction du mode de production capitaliste, et donc, la fin de l'exploitation du travail et de la propriété privée des moyens de production.

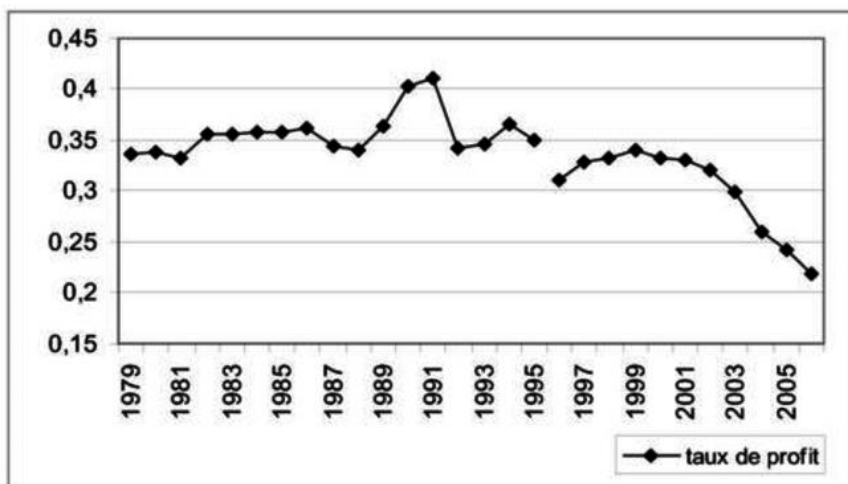
2) La barbarie : le capitalisme contemporain

Dans cette partie, nous vous proposons une analyse marxiste du capitalisme contemporain, afin de comprendre sa nature évolutive. Cette compréhension est fondamentale pour imaginer une sortie de ce système, nous allons le voir, barbare.

- Mesure de la baisse tendancielle du taux de profit

Pendant plusieurs années, des débats internes au sein de l'école de pensée marxiste, ont confronté les économistes marxistes à une série de crises existentielles et de querelles épistémologiques^[10]. Une des conséquences de cette période peu fertile de la pensée marxiste, a été un abandon progressif de la théorie de la baisse tendancielle du taux de profit. Pourtant, des travaux récents, comme ceux de Mylène Gaulard, Patrick Arthus et nombre d'économistes (marxistes ou non), démontrent et mesurent empiriquement cette baisse tendancielle du taux de profit. Marx avait donc raison.

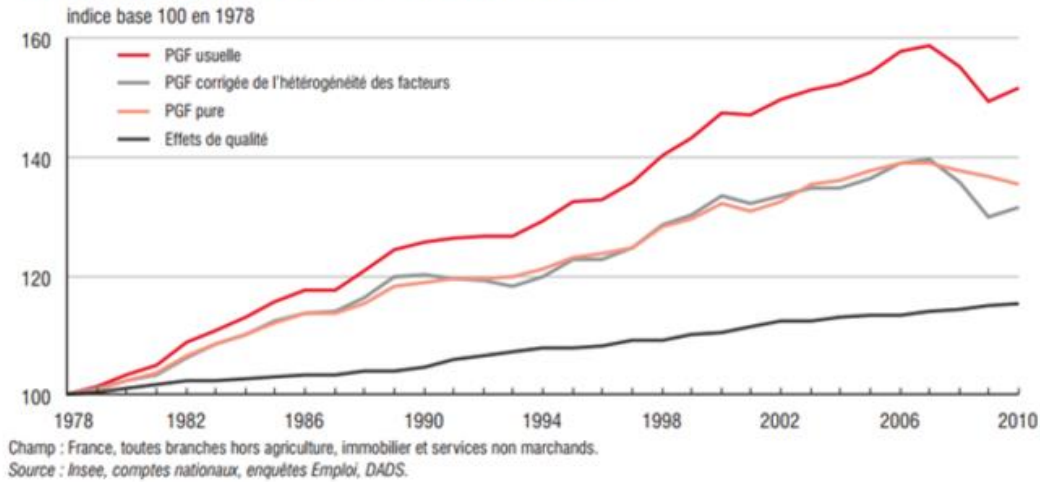
Nous pouvons voir par exemple ici voire clairement que le taux de profit chinois est en nette baisse :



[11]

Il est nécessaire de rappeler que les taux de profits peuvent être augmentés à travers le progrès technique et l'accroissement de l'exploitation du travail. Il existe un indicateur économique assez pertinent pour mesurer le progrès technique, il s'agit de la PGF, productivité globale des facteurs. Nous pouvons voir dans ce graphique que la PGF en France est en baisse, et connaissait avant cette baisse un ralentissement.

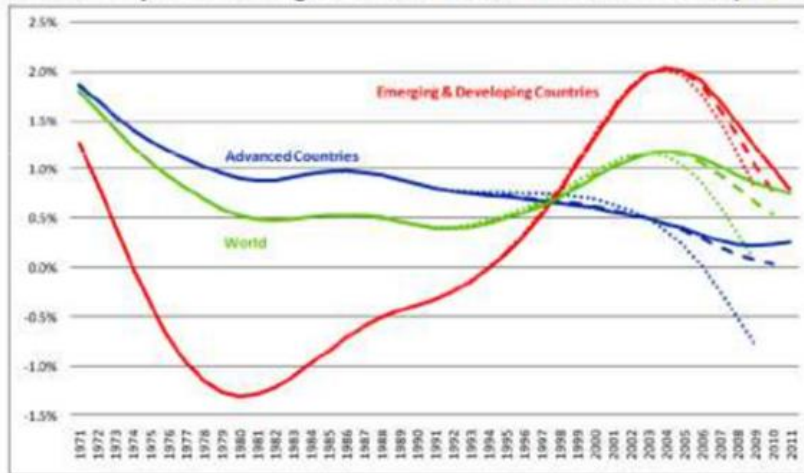
7. Évolution de la PGF pure, de la PGF corrigée de l'hétérogénéité des facteurs, de la PGF usuelle et des effets de qualité sur la valeur ajoutée



[12]

Nous pouvons par ailleurs observer dans ce graphique tiré du cours de Croissance et Fluctuation de Mylène Gaulard à l'université Grenoble Alpes, que ce ralentissement de la PGF est un phénomène qui concerne tous les pays du monde.

Croissance de la productivité globale des facteurs dans le monde (1971-2011)



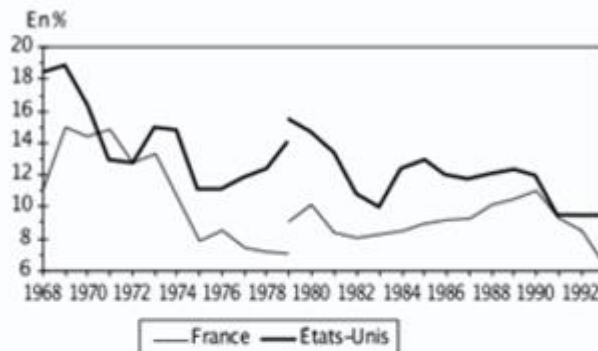
Ceci implique donc une pression sur les salaires accrue, ce qui améliore la situation économique du capital et dégrade celle tu travail. Cette tendance a été mesurée très récemment par Patrick Arthus, économiste de la banque Natixis.[13]

Nous pouvons par ailleurs observer même dans la littérature très néo-classique, que des économistes loin d'être marxistes, arrivent aux mêmes conclusions. Ici nous pouvons observer des mesures économétriques réalisées par trois économistes proches du courant dominant.

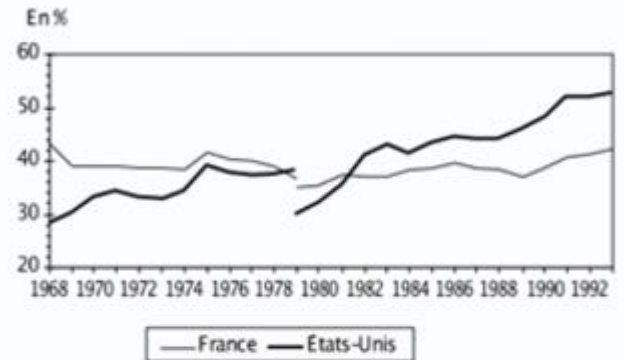
Graphique

Évolution des principales variables de 1968 à 1993 (médiane par année)

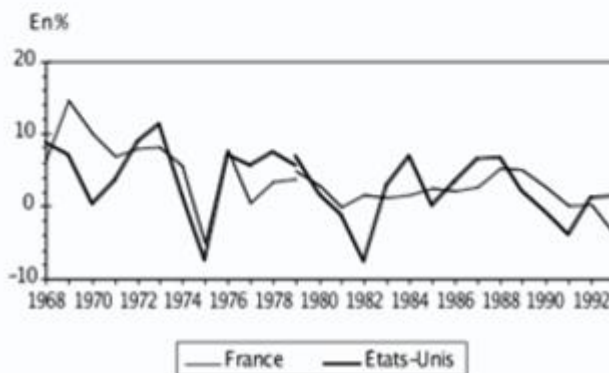
A - Taux d'accumulation : I/K



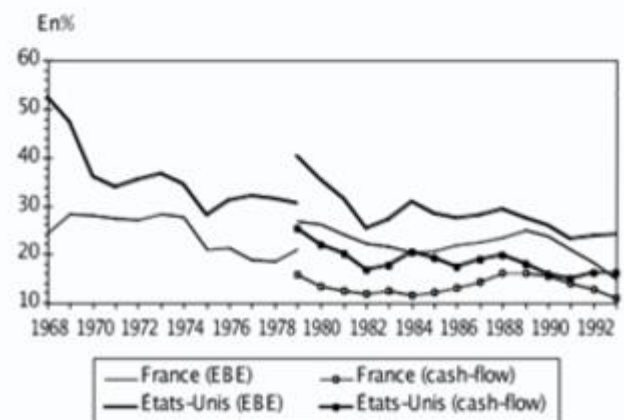
B - Coefficient de capital : K/Q



C - Taux de croissance du chiffre d'affaires (déflaté) : $DlogQ$



D - Taux de profit : EBE/K ou CF/K



[14]

Même en utilisant une méthodologie qui n'a rien à voir avec les préceptes théoriques marxistes il est possible d'observer le même phénomène et d'arriver essentiellement (sauf en faisant preuve de mauvaise foi) à la même conclusion que Karl Marx et Rosa Luxembourg.

Nous allons maintenant montrer que les conclusions de Rosa Luxembourg peuvent s'observer aujourd'hui de manière assez claire. Nous allons montrer que les sentiments nationalistes sont de retour en Europe et dans le monde, ce qui est un phénomène qui indique clairement une militarisation imminente.

- Le retour du nationalisme et du fascisme

L'élection de Donald Trump aux Etats-Unis n'est pas un hasard de l'histoire. Cette élection a des causes bien précises, matérielles. Par ailleurs, cette élection n'est pas un phénomène isolé. La montée des partis d'extrême droite en Europe est dû à des causes similaires. Le fait que le Front National est arrivé au deuxième tour de l'élection présidentielle en France pour la deuxième fois n'est point anodin. Le fait qu'Alternative pour l'Allemagne (parti d'extrême droite allemand) ai rentré au parlement avec 90 députés n'est point anodin. Le fait que le FPO soit au gouvernement autrichien n'est point anodin. Le fait que Rodrigo Duterte soit président des Philippines n'est pas non plus anodin. Bref, le point est fait, l'extrême droite gagne du terrain, en France, aux Etats-Unis, en Europe, dans le monde. Il est temps de réagir. Mais pour cela, il faut cerner correctement les causes de cette montée.

Ceci est d'autant plus important, puisqu'avec cette montée de l'extrême droite viennent des conséquences géopolitiques plus qu'alarmantes. Peut-être la plus grave, étant une montée des sentiments nationalistes, et avec, une montée des attitudes belliqueuses.

Alors pourquoi ? La réponse à cette question a été donné par un économiste et anthropologue hongrois marxiste, hélas peu connu (pourtant homonyme de notre principal idéologue), Karl Polanyi[15]. Comme le démontre l'économiste hongrois, c'est la généralisation du principe autorégulateur des marchés qui est à l'origine de l'émergence des sentiments d'extrême droite, des sentiments barbares. En d'autres termes, c'est le libéralisme économique et les politiques sociales et économiques libérales qui sont à l'origine de la montée de l'extrême droite. Mais pourquoi ? Tout simplement parce que, contrairement au mythe répandu par la pensée libérale et commencé par Adam Smith, l'égoïsme seul n'explique pas de manière pertinente les motivations des êtres humains[16]. Contrairement à cette idée catapultée par nombre d'économistes de la doxa néo-libérale, comme l'a fait Milton Friedman dans un plateau télévisé[17], que toutes les sociétés humaines sont dirigées par la cupidité, Karl Polanyi démontre à travers des études anthropologiques que dans l'histoire il y a eu une série de sociétés qui, justement, se sont basées dans d'autres affects. L'idée de l'être humain en tant qu'homo economicus, un être qui ne désire que son propre intérêt, généralisé dans la société, institutionnalisé par les structures du capitalisme, provoque des sentiments fascisants. Ceci parce qu'il déconnecte l'être humain d'autres affects que lui sont tout aussi essentiels : la reconnaissance des autres, la réciprocité, l'amour, la passion. La volonté de vouloir transformer l'être humain en homme ou femme rationnelle, provoque cette dérive sociale qu'est le fascisme. Pour combattre l'extrême droite, il faut combattre le capitalisme, il faut combattre le libéralisme. Pour battre le Front National en France, il faut battre Macron[18].

En dehors de cette considération politique, il est important de remarquer que la montée des sentiments nationalistes n'est pas sans conséquence. Plusieurs organisations internationales constatent aujourd'hui des signes très dangereux qui mettent gravement en péril la paix.

L'OMC dans son rapport de 2016 dénonce un retour au protectionnisme. Il n'est pas question ici de défendre la mondialisation, mais il est important de remarquer que les puissances industrielles ont tout intérêt à faire du commerce, d'un point de vue tout à fait matérialiste.

Le repli sur soi des puissances industrielles est un clair signe de retour à des sentiments belliqueux, barbares. Si les puissances industrielles ont intérêt à commercer entre elles, c'est parce que le commerce international est un bon moyen pour faire face à la baisse tendancielle du taux de profit. Même Ricardo et Smith avaient compris que la division internationale du travail ralentissait la venue de l'état stationnaire.

Karl Polanyi ainsi que Suzanne Berger^[19] montrent, avec 60 années d'écart, que le repli sur soi des grandes puissances industrielles est un énorme signe de guerre imminente. Il n'est pas question ici de prédire la fin du monde, mais de raisonner avec un œil historique. Les signes sont tout de même alarmants : nous observons une radicalisation de quelques communautés (les attentats à Paris et à Nice le démontrent malheureusement très bien) qui atteint des degrés très impressionnants, nous observons que les puissances industrielles commencent à mettre en question le libre échange, nous observons une multiplication des conflits armés notamment au moyen orient, nous observons aujourd'hui une zone dans le monde (la Syrie), où les grandes puissances militaires s'affrontent par le biais de soutiens antagonistes, nous observons la première puissance militaire qui menace publiquement des pays de guerre^[20], nous observons l'accroissement de sentiments xénophobes en Europe, comme avant des deux guerres mondiales. Bref, la situation est explosive. Des populations entières se livrent au jeu du conflit armé.

Nous savons depuis Rosa Luxembourg que la guerre est le meilleur moyen que possèdent les grandes puissances pour faire face aux crises de surproduction. Le problème, c'est que comme disait Albert Einstein, « Je ne sais pas comment la Troisième Guerre Mondiale sera menée, mais je sais comment le sera la quatrième : avec des bâtons et des pierres ». Hélas, il est possible qu'il n'y ait plus d'êtres humains pour se battre à coup de bâtons et de pierres, puisqu'aujourd'hui les grandes puissances disposent d'assez d'armes nucléaires pour couvrir 4 fois la superficie de la terre d'explosions radioactives. Nous savons que ceci est alarmiste, mais nous pesons nos mots. L'heure est grave, très grave.

Nous pouvons donc observer de manière assez implacable la montée de l'extrême droite dans le monde et des sentiments nationalistes. Nous sachons que ces signes ont prélué les deux guerres mondiales et nous savons qu'une guerre est le moyen le plus efficace pour contrer la baisse tendancielle du taux de profit observée. Rosa Luxembourg avait vu un facteur accélérateur des crises de surproduction : la finance.

- Une financiarisation totale de l'économie

Il n'échappe à personne aujourd'hui, le fait que l'économie mondiale est très financiarisée. Ceci est dû à des réformes et des politiques économiques ayant comme but aboutir à cette financiarisation mondiale et générale des économies. A ce sujet, plusieurs points sont importants. Nous allons commencer par une analyse du système monétaire international actuel (base de ce phénomène de financiarisation), pour ensuite parler des enseignements de

Luxembourg vis-à-vis de la finance mondiale, et revenir au point précédent sous un angle monétaire et financier.

Le système monétaire international actuel

La barbarie prédite et décrite par Rosa Luxembourg trouve peut-être son apogée avec le système monétaire international actuel. Jamais, dans l'histoire de l'humanité, l'exploitation internationale du travail a été aussi intense. Cela est essentiellement dû à une financiarisation tout azimute de l'économie mondiale. Un des piliers de cette financiarisation a été la construction politique du système monétaire international.

Ce dernier voit son apparition après l'effondrement des accords de Bretton Woods[21]. Les accords de Bretton Woods ont eu lieu juste après la deuxième guerre mondiale. Ces accords naissent avec la volonté des puissances industrielles de créer les bases d'un système monétaire international, basé dans la coopération entre puissances industrielles, ce qui faciliterait le commerce international, porteur, soi-disant, de paix. Après le suicide collectif qu'ont été les deux grandes guerres, les puissances industrielles et l'opinion publique ont compris la nécessité de construire une paix durable dans le monde. La guerre, surtout la deuxième, a largement traumatisé l'occident et le monde entier. Jamais la barbarie humaine n'avait été aussi brutale, aussi dévastatrice. Hélas, les intérêts économiques et géopolitiques des grandes puissances ont toujours passé avant les intérêts des populations. C'est donc ainsi, que les Etats-Unis, désormais hégémoniques en occident ont utilisé leurs influences pour prendre le contrôle de ce nouveau système international. Désormais, le dollar devint la monnaie internationale. Toutes les monnaies des grandes puissances ont été donc indexées sur le cours du dollar ce dernier indexé sur le cours de l'or. L'étalon or-dollars est né. Le grand empire usonien atteint alors son apogée.

Cependant, ce système ne va durer que 30 années, en 1971 le système s'effondre et donne place au système monétaire international actuel. En réalité, l'effondrement de Breton Woods a été un phénomène tout à fait en accord avec le projet initial : l'internationalisation de la production. En effet, avec la multiplication progressive des accords commerciaux et l'accroissement quantitatif du commerce international, vint la nécessité de rendre les capitaux flexibles, en autres termes, permettre une mobilité relativement facile aux capitaux [22]entre les différentes nations et espaces économiques. Mais pourquoi ? D'où vient cette nécessité de libéraliser les mouvements internationaux de capitaux ?

La réponse à cette question nous a été donnée par Lénine[23]. Dans *l'Impérialisme*, l'ouvre majeur de l'homme politique russe. Lénine expose les raisons de l'impérialisme. Il comprend, comme Marx avant lui, que le capitalisme tend à générer des monopoles au sein des puissances industrielles. Une fois que ces monopoles deviennent trop grands, et que la demande du marché intérieure n'est plus suffisante pour reproduire l'accumulation du capital, alors les propriétaires de ces monopoles (en général les grands industriels organisés sous forme de trusts) exercent une pression politique sur les gouvernements (sous forme de lobby), les poussant à coloniser économiquement et/ou militairement d'autres économies. C'est ainsi qu'aujourd'hui des multinationales sont capables d'investir des énormes quantités d'argent dans des économies dites émergentes, où s'installent des usines, exploitant la

population locale par des bas salaires. C'est ainsi que les capitalistes s'organisent internationalement pour désigner les pays où il est bon d'investir, des pays « émergents », qui veut dire : pays où la législation du travail est très favorable au capital et où les populations locales peuvent être facilement exploitées.

Avec la multiplication des échanges, les grandes multinationales, en concurrence monopolistique [24] cherchent à augmenter davantage leurs profits. Considérant ce que nous avons dit auparavant sur la baisse tendancielle du taux de profit, les entreprises, voyants que le taux d'exploitation (TE) ne peut plus augmenter (à cause de la législation et la puissance relative des syndicats de travailleurs), n'investissent plus dans l'économie nationale, et partent à la recherche de main d'œuvre moins coûteuse. Bien entendu, le prix de la main d'œuvre n'est pas le seul facteur à considérer, cependant, quand il s'agit de produire des marchandises à forte intensité capitaliste nécessitant une main d'œuvre peu qualifiée, il sera toujours plus rentable de produire là où les salaires sont bas. Les firmes monopolistiques ne pouvaient pas investir si facilement à l'étranger notamment à cause de la fixité des cours des devises. En effet, cette fixité restreint la mobilité des capitaux, comme l'explique le triangle d'incompatibilité de Mundell. Avec l'effondrement de Breton Woods, dû à une demande croissante de devises et une impossibilité des Etats-Unis à fournir des liquidités de dollars en adéquation avec leurs réserves d'or, les parités sur le dollar des monnaies nationales se sont effondrées. Désormais, avec les réformes structurelles qui ont été menés par les gouvernements libéraux des Etats-Unis, l'Angleterre et la France, les taux de change des monnaies ont passé dans un régime de change flottant. Désormais, c'est les marchés financiers qui ont pris le contrôle sur les cours des taux de change. Jadis les banques centrales décidaient des taux de change, qui étaient eux-mêmes fixés au dollar, mais avec le passage aux taux de change flottant, le pouvoir des différentes banques centrales a été lourdement réduit. C'est ainsi que des hommes et des femmes politiques, avec l'aval des économistes vulgaires, de la presse, et de toute la machine idéologique des classes dominantes, ont organisé internationalement un système monétaire basé dans la spéculation financière, le pari et l'exploitation internationale du travail. Désormais, les capitalistes ont organisé l'intensification mondiale du taux d'exploitation du travail. C'est ainsi que les spéculateurs de tous les pays ont commencé à parier sur les cours des monnaies. Les conséquences furent néfastes. Des crises économiques éclatèrent dans des pays en développement, qu'avaient pourtant une économie qui marchait correctement. Ainsi, des monnaies ont complètement perdu leurs valeurs et des économies entières ont sombré dans la dépression. George Soros, un philanthrope Etats-Unien et milliardaire, a fait sa fortune dans les années 90, quand il décida de s'attaquer au système monétaire européen, dévaluant ainsi les cours des monnaies européennes. Ceci eut des conséquences directes sur l'emploi dans des pays comme l'Espagne, qui ont été lourdement touchés par cette attaque.

C'est ainsi que la finance dérégulée s'est généralisée dans toute la planète, à travers un système monétaire international monté de toutes pièces pour organiser l'exploitation internationale des travailleurs, pour pousser le taux d'exploitation à des niveaux historiques. Tout comme Luxembourg l'avait prévu, face à une économie capitaliste de moins en moins rentable, c'est justement cette finance dérégulée qui s'est développée. Et, tout comme l'avaient prévu Marx, Luxembourg et Lénine, les crises économiques se sont multipliées, et, en 2008, la plus grande bulle financière de l'histoire du capitalisme a éclaté.

La finance comme moteur de l'accumulation : le retour des crises

La pertinence du raisonnement de Rosa Luxemburg s'observe très clairement aujourd'hui à travers la financiarisation de l'économie. Désormais, les investissements financiers, qui correspondent à la vente et l'achat de titres financiers de dette ou de propriété, sont largement supérieures aux investissements de capitaux matériels, donc ladite économie réelle. Il est plus rentable de spéculer sur le cours d'actions ou d'obligations que d'investir dans des usines ou des entreprises.

Phénomène encore plus sournois adjacent à cette rentabilité supérieure des marchés financiers, les entreprises dites réelles, travaillent non pas dans le but de produire, mais dans le but de répondre à des dictats actionnariaux concernant la rentabilité elle-même. Donc, simultanément, l'investissement va dans le sens de la finance en détriment de l'économie dite réelle, et, l'économie dite réelle est restreinte à la volonté d'investisseurs spéculatifs cherchant la rentabilité sur le très court terme.

Il est important de remarquer la nature parasitaire des marchés financiers et des spéculateurs. Davantage sera exploré dans la troisième partie de ce texte.

Ceci étant dit, ce comportement, que les économistes keynésiens considèrent comme scandaleux, n'est rien d'autre qu'une réponse toute naturelle à la baisse tendancielle du taux de profit décrite par Marx. Henryk Grossman comprit, en reprenant les travaux de Marx, que cette baisse du taux de profit allait avoir comme conséquence une augmentation de l'activité financière spéculative. C'est ainsi, que simultanément, l'industrie et la finance, commencent à surproduire.

C'est pour cette raison, que l'auteur voudrait mettre quelque chose au clair : il n'existe pas de distinction entre économie réelle et économie financière. Les deux font partie d'un tout azimuth, le mode de production capitaliste. Les deux types d'activités économiques ont un seul but : l'accumulation. Pour Marx, le capitalisme se distingue par un *mode de circulation* particulier :

$A \rightarrow M \rightarrow A'$

Ici A correspond à une quantité d'argent, qui est mobilisée, investie, pour produire une marchandise, M. Cette marchandise est donc produite pour générer une quantité d'argent A' supérieure à A. La marchandise, donc la production, devient un moyen pour une fin très particulière : l'accumulation. Alors que jadis, l'être humain produit pour avoir un revenu pour acheter la production d'autrui (circulation $M \rightarrow A \rightarrow M'$), sous un mode de production capitaliste, la production est soumise à la rentabilité, puisque si A' est inférieur à A, le capitaliste n'investit point.

Une industrie ne produit pas pour donner un bien pour tous et toutes, mais produit dans le but de générer du profit. Le fonctionnement des marchés financiers est identique. Les épargnants n'achètent pas des actions ou des obligations ou des produits dérivés pour pouvoir financer l'activité économique, non, ils investissent dans des marchés financiers pour générer des profits. Il n'y a pas de différence entre cette économie réelle, défendu par les keynésiens et même quelques soi-disant marxistes (manquant clairement de références épistémologiques), et l'économie financière. Il est donc fondamental de comprendre qu'un parti marxiste ne doit pas chercher à s'attaquer « au monde de la finance », il doit s'attaquer au capitalisme, dans son ensemble.

Les marchés financiers, donc l'économie capitaliste, se heurtent aujourd'hui à leur propre contradiction. Désormais, à l'aide des progrès informatiques, la finance peut faire des transactions en quelques nanosecondes, cherchant ainsi une rentabilité la plus courttermisme possible. Cette recherche de rentabilité sur des microtransactions n'est pas sans conséquence. En effet, il y a clairement un lien entre ses micro transactions et les crises de surproduction que nous observons aujourd'hui. Bien au-delà de ces microtransactions, c'est tous les marchés et toutes les entreprises soumises à la volonté de ces marchés, que cela soit directement ou indirectement (nous pensons aux entreprises de sous-traitance de grandes entreprises), qui se heurtent à ce dictat de rentabilité court termiste.

C'est ainsi que ce comportement essentiellement court-termisme résulte dans le retour des crises économiques. En 1973, en 1991, en 1999, en 2008, en 2012 et en 2015. A partir cette financiarisation de l'économie, plusieurs bulles spéculatives se sont formées, et elles ont toutes éclaté les unes après les autres. L'éclatement le plus violent reste bien entendu celui de 2008.

Quand nous analysons l'évolution du dow jones [\[25\]](#) depuis 1998, et l'évolution du cac40 depuis la même année, nous pouvons observer une récurrence accrue des crises économiques (ici étant un effondrement du cours de l'indicateur).

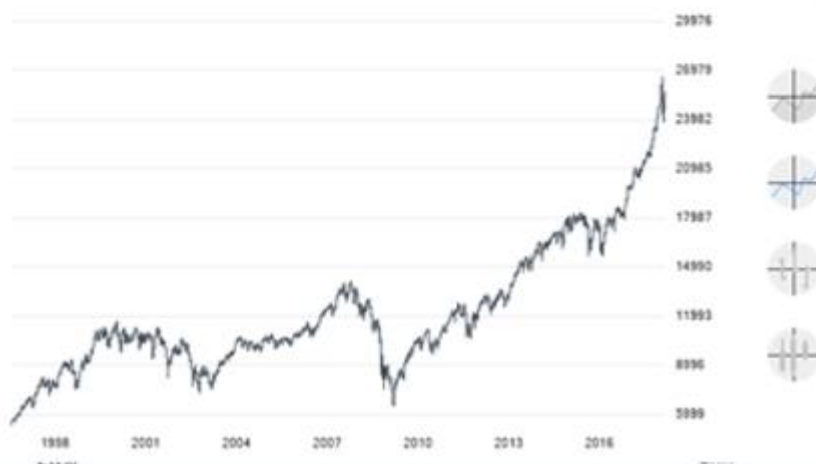
Cotation du 15/03/2018 à 21h42

Dow Jones Industrial **+0,47%** 24 873,66

DJIND - US2605661048

Cours **Graphiques** Analyse technique Actualités Dérivés Composition Forum

Intraday 15j 1m 2m 3m 6m 1a 2a 3a 4a 5a 10a **max**



MES LISTES

MES PORTEFEUILLES

Inscrivez-vous
gratuitement
pour créer votre liste
de valeurs

Je m'inscris →

Cotation du 16/03/2018 à 12h59

CAC 40 **+0,05%** 5 269,78

PX1 - FR0003500008

Cours **Graphiques** Analyse technique Actualités Dérivés Composition Forum

Intraday 15j 1m 2m 3m 6m 1a 2a 3a 4a 5a 10a **max**



MES LISTES

MES PORTEFEUILLES

Inscrivez-vous
gratuitement
pour créer votre liste
de valeurs

Je m'inscris →

Il est par ailleurs important de remarquer le niveau actuel de la bourse de wallstreet qui est historiquement élevé. Ceci nous montre clairement l'existence d'une bulle spéculative très importante. Beaucoup d'économistes aujourd'hui pensent que c'est notamment à travers l'endettement des étudiant-e-s usonien-ne-s que naîtra la prochaine crise économique.

Mais quel lien entre une bulle spéculative et une crise de surproduction ?

C'est très simple. Une bulle spéculative se forme quand une marchandise particulière commence à voir son prix augmenter très vite. Etant donné que le prix de cette marchandise est très élevé, les investisseurs génèrent des surprofits. Par ces surprofits plusieurs investisseurs vont se lancer dans la production de cette marchandise. Par des mécanismes propres à chaque crise, les investisseurs parviennent à maintenir le prix de cette marchandise très élevé. Or, quand il existe une offre supérieure à la demande, alors les prix chutent. Et la chute est d'autant plus violente que la bulle importante (donc le prix de la marchandise est élevé).

En 2008 c'est le marché immobilier, et donc le prix de l'immobilier, qui était trop haut. Les profits des banques et fonds d'investissements étaient historiquement élevés, comme nous le montre [\[27\]](#) le premier graphique.

En 2000 nous parlons de bulle « internet ». En effet les investisseurs pensaient que l'internet allait être à l'origine d'une révolution industrielle, alors que celle-ci n'arriva pas. C'est ainsi que les cours des principales firmes spécialisées dans le numérique ont grimpé puis chuté drastiquement. En 2015, c'est le marché immobilier chinois qui s'effondre.

Un surinvestissement, veut dire une surproduction. Mais pourquoi ? Qu'est-ce qu'à l'origine de cette surproduction ? Eh bien, le crédit. Le crédit permet aux investisseurs d'investir au plus vite, sans avoir besoin d'une accumulation préalable. Face à l'existence de cette possibilité d'emprunt, les capitalistes empruntent pour investir ; et pour rembourser les intérêts, ils produisent davantage. C'est ainsi qu'un cercle vicieux se génère, où peu à peu, les capitalistes s'endettent de plus en plus, poussant ainsi la surproduction à son paroxysme. C'est encore Rosa Luxembour qui est à l'origine de cette analyse du crédit.

Henryk Grossman [\[28\]](#), un économiste marxiste, compris à la veille de la crise de 1929, que le capitalisme a tendance à générer des niveaux d'endettement très élevés. Avec le développement de cette dette, un secteur spéculatif apparait, qui va structurellement augmenter la dette et spéculer avec cette dernière. C'est exactement ce qui s'est passé en 1929 et en 2008. Les ménages états-uniens ont emprunté massivement aux banques pour avoir accès à la propriété du logement. C'est ainsi que les banques ont converti ces dettes en titres de dette, échangeables par le biais des marchés financiers. Ainsi, une bulle spéculative géante s'est créée autour du marché de l'immobilier, et autour des dettes du marché de l'immobilier. En jouant ainsi avec des coupons de dette, à parier sur le cours de cette dette, les investisseurs de wallstreet se sont offert des profits gargantuesques, jusqu'à que tout s'effondre.

Quand il y a surproduction, celle-ci se traduit donc dans la sphère financière, provoquant une crise économique qui affecte tous les secteurs. Mais pourquoi ? Tout simplement parce que, comme disait Rosa Luxemburg, le crédit frappe deux fois. Il frappe une première fois en accélérant le processus de surproduction inhérent au mode de production capitaliste, puis il frappe une deuxième fois, quand la crise commence, plus personne ne se fait confiance, aucune banque prête de l'argent, et, vu que l'investissement repose exclusivement sur le crédit, c'est tout l'investissement qui chute. La crise donc se généralise.

La financiarisation de l'économie, dû essentiellement à la baisse tendancielle du taux de profit, provoque des crises de surproduction sans cesse. Le problème, c'est que la récurrence de ces crises de surproduction s'accroît, d'autant plus qu'aucun pouvoir politique n'a l'intention de réguler ces marchés financiers. Ces crises économiques ne sont pas sans conséquence, elles génèrent de la misère, du chômage, de la pauvreté, des suicides, des dépressions, des souffrances familiales, des divorces. Nombre de sociologues se sont penchés sur les conséquences sociales des crises, nombre d'historiens. Carlos Martinez Sanchez en fait tout une analyse politique[29].

Hélas, la barbarie du mode de production capitaliste contemporain ne s'arrête point aux conséquences économiques et sociales des crises. Il ne s'arrête guère non plus à la militarisation des puissances industrielles et au retour des sentiments patriotiques menant vers le fascisme, non. Le processus de surproduction créant les crises et les krachs boursiers contribuent aussi à la dégradation la plus totale de notre environnement. Désormais, le mode de production capitaliste met en péril la survie de l'humanité.

- Mesure des impacts environnementaux

Avant tout il est nécessaire d'expliquer le *lien* entre la baisse tendancielle du taux de profit et la dégradation de l'environnement.

Reprenons la formule de la baisse tendancielle du taux de profit :

$$\frac{TP}{v} = \frac{\frac{PV}{v}}{\left(\frac{c}{v}\right) + 1} = \frac{TE}{COC + 1}$$

Ici c/v représente la composition organique du capital (COC). Le taux de profit a tendance à baisser puisque la part du capital constant a tendance à augmenter. Cependant, quand il y a un énorme progrès technique, ou une guerre, les capitalistes sont capables de dévaloriser le capital constant c (ou le détruire dans le cas d'une guerre). C'est ainsi qu'un nouveau processus d'accumulation du capital commence. Etant donné que c a tendance à augmenter

sa valeur dans le temps, la consommation de moyens de production augmente tendanciellement, la production nécessite de plus en plus de ressources naturelles pour produire ces capitaux constants.

Car bien entendu, l'origine de tout travail cristallisé, ou moyen de production, nécessite la transformation de ressources naturelles par le travail et le talent humain.

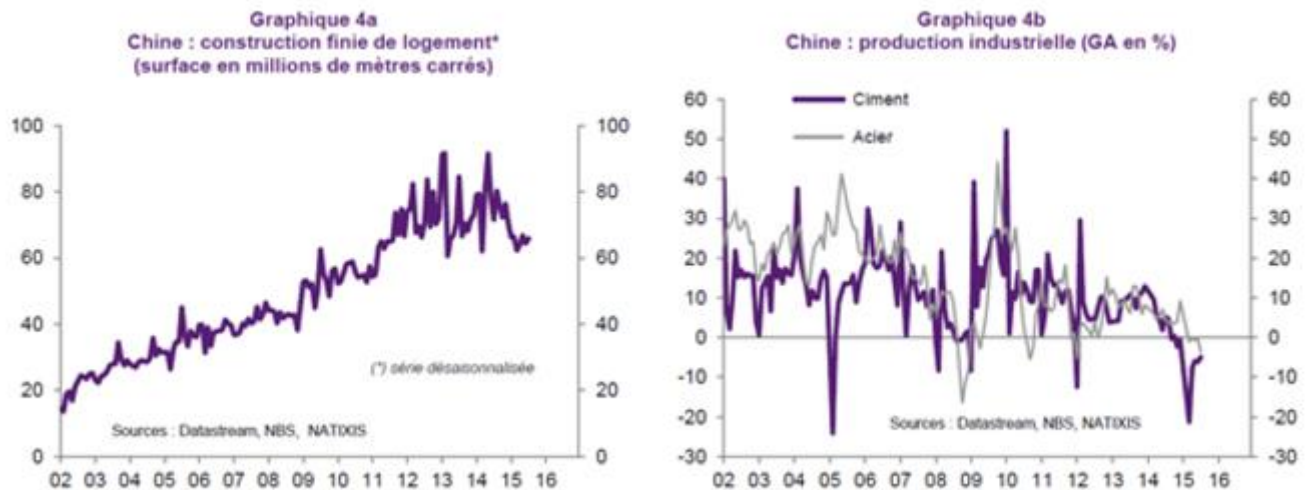
Par ailleurs, l'augmentation du taux d'exploitation se traduit par une augmentation de la PV et donc une diminution du pouvoir d'achat des salariés. Cette diminution de pouvoir d'achat se traduit par une augmentation de la consommation de produits alimentaires et marchandises à grande intensité capitaliste ; concrètement, par la consommation de marchandises issues de l'agriculture intensive et de l'industrie lourde.

Tout cela se traduit par une augmentation croissante de la consommation de ressources naturelles.

Par ailleurs, l'industrie qui se développe de plus en plus dans le monde participe aussi à la production accrue de gazes à effet de serre. Comme le montre le rapport de 2005 du World Resource Index^[30], l'industrie contribue énormément à la production de ces gazes, mais notamment la déforestation, la gestion de sols agricoles, la production de ciment et la production de produits chimiques.

Nous observons clairement que cette consommation de ressources naturelles est liée aux crises de surproduction. Le ciment et le bois sont deux des matériaux principaux pour la production de logements et le développement du secteur immobilier. L'agriculture intensive est elle aussi responsable de l'augmentation d'émission de gazes à effet de serre directement, par l'augmentation exponentielle des terres agricoles, et indirectement, par l'utilisation accrue de produits chimiques produits par l'industrie chimique, elle aussi hautement responsable de l'augmentation de l'émission de gazes à effet de serre.

En Chine, en 2015, la production de ciment et d'acier, après une accélération, chute, avec la crise du secteur immobilier. Avec la création de cette bulle spéculative la production de logements en Chine a explosé, ainsi que la production de ciment et d'acier. Nous avons vu que la production de ciment contribue largement à l'augmentation de l'émission de gazes à effet de serre. Nous pouvons ici observer donc que la baisse tendancielle du taux de profit et la surproduction inhérentes au mode de production capitaliste participent clairement à la dégradation totale de notre environnement.



[31]

- Un autre problème de dette et de consommation : celle des ménages

Il n'est certainement pas question ici de tomber dans une analyse de malthusianisme économique, et de dire que ce sont les comportements individuels de consommation qui sont responsables du désastre écologique. Non, ce que nous nous proposons, c'est d'analyser systématiquement le rôle indéniable des ménages au réchauffement climatique mesuré par le rapport cité ci-dessus. Il n'est pas question de leur octroyer une quelconque responsabilité, mais d'expliquer les raisons systémiques qui expliquent ce comportement social.

Encore une fois, il est question de dette, de baisse tendancielle du taux de profit, et d'exploitation. Lorsqu'à partir des années 70 des politiques libérales ont été appliquées, elles avaient comme but la diminution du pouvoir de pression des salariés. Ce pouvoir de pression était bien trop élevé, et les révoltes européennes de 1968 sont bien la preuve. Le fait est qu'avec les politiques dites néo-libérales et la mondialisation qui leur est sous-jacente, la délocalisation, les nouvelles techniques de management, l'accroissement du pouvoir de la finance, ont considérablement détruit le rapport de forces des syndicats et des travailleurs. Le constat est implacable lorsque nous observons l'évolution de la répartition de la valeur ajoutée (le PIB) entre 1970 et 2017. En 1970, 70% de la valeur ajoutée allait au travail, aujourd'hui c'est 60%. Pour le profit, 30% en 1970 et 40% aujourd'hui. Ce transfert de revenus qui se fait du travail vers le capital, n'est rien d'autre qu'une augmentation du taux d'exploitation.

Cette augmentation a eu comme effet une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. Ceux-ci devaient donc recourir au crédit pour pouvoir conserver leur pouvoir d'achat au même niveau qu'avant. Et c'est ainsi que les cartes de crédit se généralisent. Désormais la consommation devient facile, les ménages s'endettent, au même temps qu'ils consomment de plus en plus.

Mais hélas, le capitalisme se heurte à une autre contradiction. Même en augmentant la demande, celle-ci atteint une limite naturelle. Les ménages peuvent difficilement avoir plus

de 2 voitures, ils ont rarement plus de 2 logements, ils ont rarement plus de 1 machine à laver par logement, etc. Et le problème, c'est que ces biens étaient durables. Voilà que les grandes firmes internationales en monopole se retrouvent à être leurs propres concurrentes. C'est ainsi que naît la nécessité de créer des marchandises de moins en moins durables, en développant une stratégie industrielle appelée l'obsolescence programmée. Ainsi, encore en augmentant davantage les crédits et en continuant à exercer une pression sur les salaires, les capitalistes peuvent pousser la consommation à des degrés jamais vus.

Avec tous les désastres environnementaux que cela implique : l'augmentation des déchets dans les océans, avec des milliers de kilomètres carrés de déchets plastiques flottant sur les mers. Avec des milliards de ressources qui se perdent, jour par jour, en créant des marchandises qui pourraient être durables.

C'est ainsi que désormais les capitalistes droguent le peuple, en lui donnant l'accès universel au crédit, en lui vendant des marchandises programmées à la casse, en lui volant de plus en plus sa force de travail. Et au même temps, ces mêmes capitalistes, détruisent la seule planète que nous avons, écoulent nos ressources naturelles, nous volent l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants. Et le pire, c'est qu'à travers notre soumission, nous participons activement à la barbarie.

C'est pour ça, qu'il est désormais urgent d'agir, qu'il est désormais fondamental de comprendre qu'il faut que nous autres communistes prenions le pouvoir au plus vite, parce que la barbarie est à deux pas de tomber dans son stade ultime : le suicide civilisationnel.

- Constat alarmant : nous manquons de temps

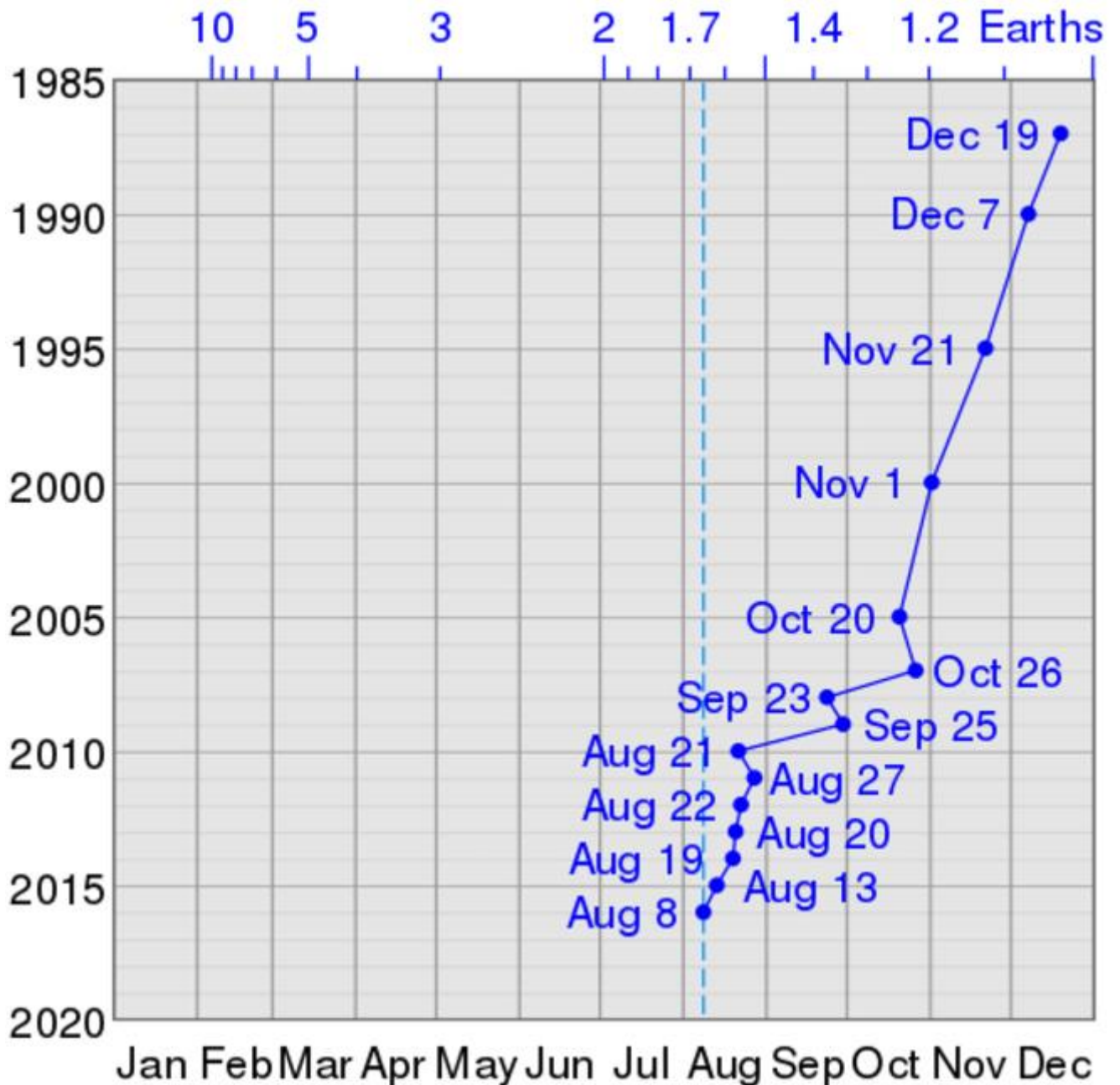
Il est évident, nous manquons de temps. Avant d'exposer les mesures que nous proposons pour prendre le pouvoir politique, il est nécessaire de saisir l'urgence de notre combat. Nous pensons qu'il est essentiel de faire passer cette idée, certes simple mais pourtant impliquant une situation géopolitique plus qu'alarmante.

Je vais le dire clairement et franchement : nous vivons dans un monde qui s'approche d'une catastrophe écologique majeure qui risque de provoquer un conflit international entre puissances industrielles.

Premièrement, de nos jours la civilisation humaine consomme en un an plus de ressources naturelles que la planète ne peut générer en un an. Cela veut dire tout simplement que nous vivons à crédit sur les générations futures, et que notre dette augmente, vite, très vite.

Il existe un indicateur économique qui s'appelle Global Footprint, qui mesure l'impact écologique moyen d'une personne en fonction du pays. Ce même indicateur permet de

mesurer ce qu'on appelle, et qui est très à la mode, le jour du dépassement de la terre. Ce jour marque une date précise dans le calendrier de l'année en cours, date à laquelle nous commençons à nous endetter. En 2017 le jour du dépassement a été le 8 août. En 1985 le jour du dépassement a été le 19 décembre. Voici un graphique qui montre l'évolution de ce jour du dépassement :



[32]

Voici notre idée : actuellement, nous avons transformé l'environnement dans une marchandise. Les entreprises aujourd'hui achètent et vendent des bonds de carbone, qui les autorisent à polluer à un certain niveau. Il existe tout à fait une bulle sur l'environnement, non pas spéculative, mais d'une autre nature, plus sournoise, plus difficile à comprendre. Nous

nous endettons de plus en plus avec la planète et par ce biais avec les générations futures, mais cette dette ne peut pas être remboursée, puisque les impacts environnementaux peuvent au mieux être diminués. Les dégâts ont déjà été faits.

Nous connaissons toutes et tous les conséquences du réchauffement climatique : une fonte des glaciers, ce qui augmente le niveau de la mer, ce qui provoque des altérations des courants marins changeant ainsi drastiquement le climat planétaire. La levée des océans provoque déjà des inondations, qui sont par ailleurs de plus en plus fréquentes. Les altérations des courants marins sont à l'origine de l'augmentation de la violence des intempéries, notamment aux Caraïbes et en Amérique du Nord, comme le montrent les ouragans des dernières années, de plus en plus destructeurs.

Mais il existe aussi des zones où la terre n'est plus fertile, à cause des sécheresses successives. Il existe aussi des zones où la vie devient difficile, par l'augmentation drastique de la température, qui monte à des niveaux dangereux de l'ordre de 42-43 degrés Celsius. Nous pouvons déjà commencer à observer des migrants écologiques. En 2015 seulement, 18,9 millions de personnes ont dû quitter leur foyer à cause d'événements climatiques extrêmes dû au réchauffement climatique. Pour donner un ordre de grandeur, dans ce moment l'Europe fait face à une crise de réfugiés, qu'on estime à 2 millions. 2 millions de réfugiés provoquent une crise politique majeure en Europe, et en 2015 seulement, 18,9 millions de personnes ont été contraintes à quitter leur ville d'origine à cause d'événements climatiques.

Hélas, encore une fois, le présent fait tristement écho avec l'histoire. La crise de réfugiés en Europe est en partie responsable de la montée des sentiments nationalistes en Europe et aux États-Unis. Il n'est pas sans dire que l'accession de Donald Trump est dû essentiellement à une campagne axée sur la haine de l'étranger. La crise des migrants que nous observons aujourd'hui est elle aussi dû aux désastres humanitaires provoqués par la barbarie du capitalisme contemporain. La guerre, les crises économiques, les perspectives d'avenir insupportables, poussent les gens à prendre cette difficile décision de quitter le foyer. Et maintenant à cela, nous ajoutons les réfugiés climatiques, qui ne se sauront pas tarder à atteindre l'Europe.

Nous faisons face ici à un problème majeur, puisque si nous ne prenons pas vite le contrôle de la situation économique française, alors les conséquences politiques pourraient être désastreuses. L'arrivée du Front National au deuxième tour de l'élection présidentielle n'est pas anodine, et cette montée ne pourra que s'accélérer s'il n'existe pas une alternative crédible à gauche. Mais le problème ne s'arrête guère là.

Les relations internationales sont de plus en plus tendues. La Chine a bloqué complètement les négociations à l'OMC et cela depuis son entrée à l'OMC en 2001. Une conséquence à cela est l'augmentation des accords internationaux bilatéraux, qui se traduisent simplement par un retour au mercantilisme économique^[33]. Les pays se font la concurrence internationale, pour la domination de ressources naturelles, pour l'influence géopolitique et la puissance commerciale. Plusieurs zones de conflit existent actuellement et d'autres commencent à émerger.

La Syrie : un bidon d'essence et une allumette

Il n'échappe à personne que la situation en Syrie est plus que tendue. Plusieurs puissances industrielles se battent pour la domination du territoire, qui économiquement est très important, puisque c'est par la Syrie que passent les oléoducs de pétrole et de gaz qui vont jusqu'en Arabie Saoudite. Les Etats-Unis ont largement financé les groupes rebelles contre le régime de Bachar El-Assad, provoquant ainsi une guerre civile qui dure maintenant depuis 7 années. La Russie, soutenant le gouvernement en place, se lance contre les Etats-Unis et ses alliés européens indirectement. Elle commence à financer le régime de Assad et ce dernier peut ainsi faire face aux forces rebelles. Au même temps, un nouveau groupe émerge, l'Etat Islamique, qui commence à frapper les puissances industrielles à travers des attaques commando dans les grandes villes de l'occident. La Chine par ailleurs participe indirectement au conflit soutenant la Russie et le gouvernement de la Syrie. Pour la première fois en très longtemps, les Etats-Unis et ses alliés perdent une confrontation d'influence, puisque c'est désormais le régime d'Assad qui sort gagnant de cette guerre civile. Mais les tensions sont encore présentes, puisque les rebelles n'ont pas encore été complètement vaincus.

Par ailleurs, la Russie et les Etats-Unis se confrontent actuellement pour des territoires près du pôle Nord, où des gisements de pétrole sont découverts à cause de la fonte des glaces.

Mais ce n'est guère tout, puisque la Chine est actuellement en train de négocier la gestion de gisements de pétrole convertible en Yuan, la monnaie chinoise, mettant en péril l'hégémonie monétaire du dollar. C'est cette hégémonie monétaire qui permet aux Etats-Unis de s'endetter ad vitam aeternam, mais dès que l'hégémonie du dollar s'effondre, c'est toute l'économie états-unienne qui s'effondre. C'est l'union monétaire des Etats Membres de l'Union qui pourrait voler en éclats.

Or, avec des leaders politiques comme Donald Trump et Vladimir Poutine, la question devient presque psychologique. Les discours de monsieur Trump sont extrêmement belliqueux. Quand monsieur Trump dit qu'il va commencer à taxer les importations d'acier et d'aluminium, il est en train de s'écarter de ses plus grands et vieux alliés : l'Europe. Peu de temps après la déclaration controversée de Donald Trump, l'Europe a décidé à son tour de taxer des produits Etats-Uniens. Parallèlement, Theresa May accuse aujourd'hui la Russie d'avoir assassiné un double espion Russe au même temps que le gouvernement des Etats-Unis accuse clairement la Russie d'ingérence dans la campagne présidentielle. Peu de temps après, Donald Trump décide de lancer une guerre commerciale à la Chine. Une *guerre commerciale* à la Chine. Au même temps qu'il décide d'augmenter le budget de l'armée états-unienne et le stock d'armes nucléaires. C'est ainsi que petit à petit nous assistons à une escalade d'échange de plus en plus belliqueux.

Le retour d'une crise économique globale serait catastrophique non simplement en termes sociaux et économiques, mais elle participerait à une détérioration des relations internationales. Cela, ajouté à l'arrivée de plus en plus massive de réfugiés désormais fuyant le changement climatique, d'une destruction de plus en plus accrue de notre environnement, de la dégradation progressive des conditions de vie des gens et le fait que nous consommons

les ressources naturelles de notre planète de plus en plus vite, nous rapproche au conflit général et au suicide collectif.

La barbarie a déjà commencé, le déclin des Etats-Unis en est bien la preuve. Mais cela ne veut pas dire que nous ne pouvons rien. Nous pouvons, nous devons, sur nos épaules repose la responsabilité historique de sauver l'humanité. Mais nous avons peu de temps camarades. Nous devons agir vite, nous devons être efficaces, nous devons être pragmatiques !

3) Socialisme, et comment y parvenir

Il sera question maintenant d'exposer les solutions au problème présenté ci-dessus. Ces solutions sont d'ordre politique, stratégique et directionnel. Cela va se traduire par un état des lieux de la société française, et des stratégies politiques à mener pour pouvoir convaincre cette société française. Par la suite, nous allons exposer un ensemble de mesures économiques nécessaires pour reformer le mode de production capitaliste. Pour en finir, nous allons mener une analyse des possibilités d'action qui s'ouvrent à nous afin de prendre le pouvoir.

- Une analyse économique et sociale de la France[34]

Comment se caractérise la société française aujourd'hui ? Nous voudrions premièrement nous référer à la production, et aux rapports de production en France. Nous avons déjà expliqué comment la part du profit dans la répartition de la valeur ajoutée ne cesse d'augmenter, ce qui est la preuve de l'augmentation du taux d'exploitation en France.

Cette augmentation du taux d'exploitation se traduit aussi par la constante menace de délocalisation ou de la fermeture d'une usine pour des contraintes de concurrence et de compétitivité.

Cette pression salariale se traduit dans le marché du travail notamment par la précarisation des travailleurs peu qualifiés. On observe en France un chômage chez les jeunes très élevé, de 22.6% d'après les données de 2017 de l'INSEE. Par ailleurs, nous observons la multiplication des emplois précaires, sous forme d'intérim, de CDD ou d'autres formes d'emploi précaires. En France 70% des embauches se font sous forme de CDD de moins d'un mois. Cela veut dire qu'en gros, l'essentiel des embauches se fait sous forme d'emploi précaire.

Ceci a une conséquence directe, l'augmentation du cap de richesse entre les plus précaires et les plus riches. Donc l'émergence d'un précaire et d'une oligarchie qui contrôle une énorme partie de la production en France.

Au milieu de ces deux classes extrêmes, se dresse une classe moyenne très hétéroclite, composée d'ouvriers, d'artisans, d'employés, de cadres et des petits entrepreneurs. Dans cette classe moyenne très hétéroclite, que l'on pourrait difficilement cataloguer de classe moyenne tout court (ce qui ne veut pas dire grande chose), cohabitent donc des individus avec des conditions socio-économiques complètement différentes, des désirs différents, et des idéologies différentes. Cependant, toutes ces classes baignent dans le même système d'affects.

Dans cette classe dite moyenne l'on peut trouver des petits patrons de PME, qui sont, nous l'avons vu, aussi des exploités du mode de production capitaliste. Cependant, ce groupe n'a absolument pas une conscience de classe, bien au contraire, elle est fortement aliénée par la classe dominante.

Comme le démontre Frédéric Lordon[35], aujourd'hui l'ensemble des travailleurs sous soumis aux désirs des entreprises et des investisseurs, qui est lui unique : la génération de profits et l'accumulation de capital. Cette accumulation de capital, comme le démontre Marx ne passe que par un rapport d'exploitation du travail salarié. Bien, ce que démontre Lordon, c'est que les entreprises ont aujourd'hui des techniques de plus en plus sophistiquées pour aliéner le salarié, et lui faire croire que ces désirs sont les mêmes que ceux de l'entreprise, que lorsque l'entreprise s'enrichit, alors le salarié s'enrichit avec. Bien sûr, cela n'est qu'un mensonge. Mais le mensonge, il marche et il marche très bien.

Donc comment convaincre des personnes aliénées que leurs ennemis sont les capitalistes ? Impossible, ou en tout cas, nous voyons cela très difficile sur le court terme. Tout simplement parce que le pouvoir des syndicats s'effrite de plus en plus. L'organisation des travailleurs devient de plus en plus difficile et par ailleurs les gouvernements successifs ont rendu la situation pire, en détruisant le rôle des syndicats à travers des réformes antisyndicales. Cela conjoint à une criminalisation des syndicalistes par les médias possédés par les mêmes grands industriels qui façonnent l'opinion publique, rendant toute organisation des salariés difficile.

A cela nous devons ajouter une mise en concurrence internationale des travailleurs, créant des affectes liés à la compétitivité et à la rentabilité, aussi soumis aux désirs du capital.

Par ailleurs, la société de consommation s'est bien mise en place. Le néo-libéralisme a réussi à implémenter une pensée individualiste dans la société. Cet individualisme se traduit par un pragmatisme cynique et une soumission à l'ordre.

Cependant, dans cette individualisation de la société émane sa propre perte. Puisque les valeurs démocratiques et de liberté individuelle, sont très étalées dans ce que Gramsci[36] appellerait le *sens commun*. C'est justement cette croyance dans la liberté individuelle et la démocratie, et d'une certaine manière à l'ordre, que l'on peut trouver un moyen efficace pour créer des affectes contraires à celles du capital.

Mais avant de nous lancer dans une analyse stratégique, il est nécessaire de faire quelques nuances. Premièrement il n'est pas tout à fait vrai que l'intégralité de la population française adhère aux valeurs du néo-libéralisme, loin de là. Beaucoup de milieux, notamment conservateurs, adhèrent encore au gaullisme, à savoir un Etat fort au service de l'industrie, avec des libertés individuelles réduites. D'autres milieux sont plus proches des valeurs socialistes, de partage, mais dans cette catégorie nous trouvons essentiellement des enseignants, des étudiants, des militants et une partie de la petite bourgeoisie instruite. Par ailleurs, une partie considérable de la population accepte et défend encore le service public en France, bien que cela ne soit pas une majorité.

Donc comment mettre ensemble, dans la même lutte commune, des précaires, des ouvriers, des étudiants, des enseignants, des cadres ? Comment faire un front commun avec des profils aussi différents, des gens qui baignent dans des valeurs communes mais qui ne prennent pas la même forme ? La réponse à cette question, proposée humblement par l'auteur de ce texte est la suivante : nous ne pouvons pas, nous devons donc mener une campagne différenciée, alignée dans une directive commune : un populisme de classe.

- Stratégie politique pour la construction d'une hégémonie socialiste

Avant tout, il est nécessaire de faire un point épistémologique.

Pour en finir avec l'idéalisme infantile

Disons les choses clairement : la politique n'est pas une activité qui doit être appréhendée avec des connotations morales. Comme le démontre Machiavel^[37], nous ne pouvons pas gouverner les êtres humains avec de la morale. Donc, finissons avec l'idéalisme politique qui nous mène nulle part.

Pour gagner la lutte des classes, et pour prendre le pouvoir, nous nous devons d'avoir une analyse pragmatique. Nous devons identifier ce qui marche en termes électoraux, et ce qui ne marche point. A cela, il serait possible de répondre : « oui bien entendu, mais c'est pour cela que nous faisons des alliances stratégiques avec des parti comme le PS ». Non, clairement non, mais ce n'est pas parce que c'est immoral, c'est parce que ce n'est plus efficace. Cependant, nous pouvons tout à fait mener des alliances stratégiques avec d'autres partis ou mouvements politiques. Nous parlerons de cela dans la dernière sous partie de ce texte.

Nous nous devons de nous émanciper donc de toute contrainte morale.

Le populisme de classe

Le populisme est une stratégie politique conceptualisée par Chantal Mouffe et Ernesto Laclau dans un ouvrage appelé *Hégémonie et stratégie socialiste*. Ce que ces auteurs préconisent, c'est que le populisme consiste à créer des antagonismes politiques, ce qui se fait en remplissant des signifiantes flottantes avec des idées politiques concrètes. En termes plus simples, ce que Laclau et Chouffe expliquent, c'est que pour gagner du terrain politiquement, une force politique doit être capable de générer des conflits, en prenant des positions à propos d'éléments sociaux qui n'ont pas de signification concrète et hégémonique.

Pour réussir à créer un antagonisme, il est nécessaire de construire une opposition entre un camp, contre un autre. Le Front National joue ce jeu de manière très fine. Il est capable de créer un antagonisme entre les étrangers, qui viennent voler le travail de nos compatriotes,

et les françaises et français de souche, qui seraient eux plus légitimes. Cet antagonisme marche clairement, vu les résultats électoraux du Front National.

Bien entendu, il ne serait pas souhaitable que le parti communiste essaye de créer le même antagonisme, puisque celui-ci est contradictoire à notre projet politique. Si nous utilisions cet antagonisme pour arriver au pouvoir et finalement nous menons des politiques communistes (donc internationalistes basées dans l'universalité du genre humain), alors notre gouvernement ne durerait pas longtemps. Par ailleurs cela serait contreproductif parce qu'alors nous nous lancerions dans une récupération d'un électorat déjà très convaincu par les idées du Front National. Donc mener un antagonisme racial n'est pas une solution. Encore heureux.

Alors quel antagonisme ? Mais quelle question, celui qui a toujours été le notre bien entendu, un antagonisme de classe. Mais quel antagonisme de classe ? Plusieurs, tous connectés à un antagonisme unique.

Déjà, pour créer un antagonisme politique il faut différencier deux groupes sociaux en conflit, autour d'une question majeure. Quels sont donc les deux groupes distincts dans cet antagonisme que nous voulons créer ? Une réponse orthodoxe à cette question serait de dire qu'il faudrait créer un antagonisme entre le patronat et les salariés. Mais comme déjà expliqué, une partie non négligeable de la population ne voit pas dans le patronat un ennemi, par ces affects entrepreneuriaux. Donc cela ne marcherait pas sur le court terme, et, comme déjà expliqué, nous manquons de temps.

Il faudrait donc trouver un antagonisme qui regroupe les individus autour d'une conscience de classe non salariale contre patronale, mais autour d'une conscience de classe permettant d'englober les luttes qui orbitent autour de la question salariale.

Rappelons-nous, les français aujourd'hui croient fermement à la République, à l'ordre et à la démocratie (mais pas pour autant à la république française). Or, la démocratie française ne marche plus, vu que les décisions par référendum ne sont pas prises en compte et que les hommes et femmes politiques de l'oligarchie détiennent tout le pouvoir. Voilà donc un antagonisme de classe qui marche parfaitement : nous le peuple, nous sommes opprimés par des groupes d'intérêts oligarchiques qui se font du clientélisme pendant que la population souffre.

Notre antagonisme général serait bien cet antagonisme du peuple, de la république, contre les dictateurs, les oppresseurs et les oligarques.

A cela d'autres antagonismes peuvent émerger. Un antagonisme de paix, créer un peuple uni, contre la guerre, contre les actes belliqueux de l'Europe, les Etats-Unis et la Russie. Par ailleurs, à travers des antagonismes sociaux, pour les milieux plus populaires : les banquiers, les rentiers, les propriétaires abusifs.

Il est même possible de créer un antagonisme parmi les petits bourgeois, créer l'image d'un bon entrepreneur, qui respecte le code du travail, qui respecte les salariés qui travaillent pour lui. Il est même possible d'approcher justement ces petits patrons aux idées de l'économie sociale et solidaire, et petit à petit, créer en eux la nécessité de démocratie dans la sphère productive. Contre ce groupe, il serait possible mettre ces petits patrons en opposition contre des grands monopoles, des grands industriels, des fonds d'investissements ou des banques qui oppressent au plus possible ces petites entreprises.

Chez les étudiants, créer une opposition entre les désirs et ambitions des jeunes et les désirs de rentabilité et productivité du marché du travail. Cette opposition se ferait à travers la création d'une jeunesse qui s'émanciperait de ces contraintes, à travers un salaire étudiant, voire à vie.

L'auteur de cet ouvrage n'est pas un sociologue. Cependant, en France des sociologues compétents il y en a des milliers. Des études sociologiques autour des questions d'antagonisme peuvent être faites et commandées par la direction du Parti Communiste Français. Ici l'auteur ne propose que quelques exemples d'antagonismes.

Maintenant que nous avons explicité la stratégie politique suggérée par l'auteur de ce texte, nous vous proposons d'expliciter le programme économique qui devrait être mise en place pour sortir de la barbarie du capitalisme contemporain.

- Que faire ?

Quelle que soit la stratégie politique adoptée pour rendre notre lutte audible et potentiellement hégémonique, il est fondamental de comprendre ce que nous pouvons faire pour reformer le système en place et finir avec le mode de production capitaliste en France.

Comme nous l'avons vu, le capitalisme est basé dans l'accumulation de capital par exploitation du travail salarié. Cette accumulation par exploitation prend la forme d'une extraction de plus-value. Si nous voulons finir avec l'exploitation du travail, nous devons donc finir avec la plus-value. Marx lui-même a réfléchi à la question et démontre que c'est que à travers la destruction de toute propriété privée que cela sera possible. Mais qu'est-ce que détruire la propriété privée au juste ?

Bernard Friot, un économiste et sociologue français s'intéresse beaucoup à cette question. La propriété pour Friot peut prendre deux formes : une propriété lucrative, et une propriété d'usage. La distinction se fait par le but de la propriété. La propriété d'usage fait référence au fait qu'un individu possède un bien dont il a matériellement besoin comme par exemple un

ordinateur, un téléphone portable, un logement. La propriété lucrative elle, fait allusion à une propriété qui génère un profit, qui passe par l'exploitation de celles et ceux qui n'ont pas accès à cette propriété. En d'autres termes, la propriété lucrative est inhérente à la propriété des moyens de production, des maisons destinées à être mise en location, ou tout autre bien mis à disposition d'autrui en échange d'argent. Cette propriété lucrative émane de la volonté d'enrichissement sans fin, alors que la propriété d'usage répond à un besoin matériel.

Ce que nous voulons donc détruire en tant que communistes, c'est la propriété lucrative. Mais est-ce que cette destruction passe par une centralisation de la production et une nationalisation des moyens de production ? Non. Il existe une différence fondamentale entre la collectivisation et la nationalisation. Une nationalisation revient à concentrer la production dans les mains d'une élite politique bureaucratique, qui ne dispose pas des moyens techniques pour planifier correctement une économie. L'URSS nous a bien démontré que la planification étatique n'est pas stable sur le long terme, et elle donne lieu à des dérives capitalistes, comme la création d'une oligarchie. La vérité c'est que nous n'avons pas besoin d'investisseurs, de patrons, des bureaucrates, de ces parasites qui viennent ponctionner la valeur que nous produisons.

Comment collectiviser alors ? Dans un premier temps, il s'agit de collectiviser la plus-value. Comment faire cela ? C'est encore Bernard Friot qui répond magistralement à cette question, à travers une idée révolutionnaire et réalisable : le salaire à vie.

La théorie de Friot se base dans le fonctionnement du régime général de la sécurité sociale, qui passe par la collectivisation, la mise en commun, dans un fonds national, d'une partie de la valeur produite par le travail, afin que celle-ci puisse payer les frais de soins de toutes les travailleuses et tous les travailleurs. Le principe du salaire à vie est de généraliser le fonctionnement de la sécurité sociale et de rendre l'intégralité des salaires sous forme de distribution des cotisations. C'est donc l'intégralité de la valeur produite par l'économie qui serait versée dans une caisse pour ensuite être distribuée en fonction de ce que Friot appelle le grade. Chaque individu aurait donc un grade, qui définirait son revenu. Ce grade ne pourrait qu'avancer, comme dans la fonction publique et serait lié à l'individu et non pas au poste. Concrètement le fonctionnement est bien entendu plus complexe.

Dans la réalité, pour qu'une telle distribution fonctionne, chaque entreprise et structure de production devraient avoir leur propre caisse. Toute la valeur produite par l'entreprise irait donc à cette caisse. Ensuite, une partie de cette valeur resterait dans les fonds propres de la structure de production, pour financer l'investissement. Cette partie serait décidée collectivement par l'ensemble des travailleurs. Ensuite, le reste, irait à une caisse locale. Cette caisse locale ponctionnerait une partie de cette valeur pour l'utiliser afin de faire marcher les collectivités territoriales. Ensuite, le reste irait à une caisse nationale pour que cette dernière puisse distribuer l'ensemble des salaires à l'ensemble des individus. Toute personne âgée de 18 ans, aurait accès donc à un salaire de base, à vie, à l'équivalent d'un salaire minimum, calculé par l'ensemble des besoins matériels fondamentaux pour un individu (comprenant bien entendu des activités de loisir). La motivation au salariat serait donc un grade supérieur, et donc une meilleure rémunération donnant accès à une vie plus pleine.

Un ensemble de lois et de régulations permettrait la stabilité macroéconomique de ce système. Ce problème étant purement technique, il suffirait de piocher dans l'immense quantité d'économistes talentueux qui résident sur le sol français.

Reste la question de comment mettre en place ce système de collectivisation de la plus-value. Eh bien, la question passe à travers des réformes structurelles. Quelques idées seront ici exposées :

- La création d'un droit constitutionnel de préemption des salariés en cas de faillite d'une entreprise capitaliste. Cela veut dire que si jamais une entreprise capitaliste fait faillite, alors cette dernière peut être récupérée par l'ensemble des travailleurs.
- La création d'un statut universel de coopérative. Toutes les coopératives voulant bénéficier de ce droit cité ci-dessus devront donc se soumettre à ces statuts particuliers. Ces derniers devraient donc imposer le fonctionnement par salaire à vie des travailleurs explicité ci-dessus. Par ailleurs, un fonctionnement démocratique pour les décisions d'investissement devrait être aussi obligatoire. Avec l'obligation de faire des assemblées générales, où toutes les travailleuses et tous les travailleurs doivent s'exprimer.

Par la baisse tendancielle du taux de profit, tôt ou tard toutes les entreprises capitalistes vont faire faillite, mais quelques politiques économiques peuvent être menées pour accélérer ce processus.

- Mener des réformes du code du travail pour augmenter la rigidité du marché du travail. Rendant le licenciement très difficile.
- Émettre des taxes sur les émissions de gazes à effet de serre, pour rendre le tissu productif contraint à réduire sa production.
- Interdire toute forme d'obsolescence programmée, précipitant ainsi la faillite des entreprises.
- Baisser la durée hebdomadaire du travail à 28 heures, voire 25 heures. Faire que les heures supplémentaires soient extrêmement coûteuses.
- Toute politique économique diminuant le taux d'exploitation

Ainsi à feu doux, les unes après les autres les entreprises vont faire faillite et passer sous forme de coopérative. Bien entendu, les réformes s'appliqueraient à toutes les entreprises. Il est très probable qu'une telle économie ait tendance à investir peu. Cela n'est guère un problème.

En faisant ainsi, une grande partie de la population va sans doute décider de ne pas participer à la sphère productive. Le développement d'une classe oisive est inévitable. Mais c'est justement là qui naît une puissance économique formidable capable d'atteindre en quelques décennies un statu de super puissance mondiale. Parce qu'avec le développement de cette classe oisive, et des investissements nationaux massifs dans l'éducation supérieure, la recherche et le développement, ainsi qu'un ensemble de politiques sociales voulant amener les oisifs aux universités (comme la proposition d'augmentation de grade), la France serait capable de former une masse de chercheurs, explosant ainsi le progrès technique, libérant à petit feu l'être humain de la contrainte du travail.

Reste la question des grades et des inégalités. Pour rendre les métiers productifs qui vont demeurer nécessaires plus attractifs, il nous semble indispensable de proposer des possibilités de progression en grade rapides. Les grades, tels que les imagine Bernard Friot, pourraient aller de 1 à 6. Avec des différences de revenu de 1 à 4. Créant ainsi des inégalités encourageantes et non pas incapacitantes.

Bien entendu, avec la mise en place de ce système, nous sommes encore loin du socialisme proprement dit. Cependant, cela est un premier pas vers le socialisme. Il serait nécessaire ainsi d'imaginer d'autres réformes capables sur le long terme de mettre en place un système où la division du travail n'existe plus, bien qu'un tel système nous semble encore proche de l'utopie.

Reste la question du droit de décision d'investissement. Il me semble fondamental de laisser un périmètre ample aux différentes coopératives, cela permettrait le maintien d'une économie de marché, très régulée bien entendu, mais qui reste bien plus efficiente qu'une économie planifiée, comme nous l'a démontré l'histoire. Par ailleurs, cela s'aligne avec la vraie définition de collectivisation, c'est-à-dire, donner aux travailleurs leurs moyens de production. Un contrôle étatique de ces derniers ne correspond qu'à un capitalisme d'état.

Bien que cette affirmation puisse paraître forte et en contradiction avec des préceptes de l'orthodoxie marxiste, il est important de cerner sa signification. Nous devons mettre de côté la pensée dogmatique. Une économie de marché ne veut nullement dire une économie libérale. Il est important de faire la différence. Une économie de marché peut être fortement régulée par le pouvoir public. Cette régulation passe par la mise en place d'un salaire à vie, et donc de revenus minimums et maximums. Avec des normes écologiques strictes, des normes sociales fortes, comme le code du travail.

Mais quel serait le rôle de l'Etat dans cette économie presque socialiste ? Il est important de comprendre une nécessité : l'Etat doit être aboli immédiatement après une prise du pouvoir, qu'elle soit électorale ou par le biais d'une révolution (bien que les conditions matérielles pour la réalisation de cette dernière ne soient pas du tout réunies, et ne semblent pas se réunir). Cette abolition ne passe pas nécessairement par la destruction pure et simple de suprastructures étatiques. Détruire l'Etat ne veut pas dire « tout brûler » comme certaines franchises gauchistes le croient. La destruction de l'Etat peut passer par une réforme constitutionnelle, une VIème république, beaucoup plus horizontale, où les fondements juridiques du mode de production capitaliste seraient anéantis et remplacés par des bases socialistes.

Il ne faut surtout pas se tromper. Il n'est pas question de reprendre le contrôle du pays par le biais d'un Etat très fort, planificateur. Cette voie ne peut qu'aboutir à la construction d'une bureaucratie corrompue, comme nous l'avons observé avec l'URSS, la Chine ou le Vietnam.

Par ailleurs, il est tout autant hors de question de transformer l'appareil étatique dans un appareil d'oppression. Les corps anti-émeutes doivent immédiatement être dissous, le droit à la grève et à la manifestation doivent figurer clairement dans la constitution. Bien entendu, des forces de l'ordre doivent exister, au moins au début, mais ces dernières ne doivent porter aucun type d'armement.

Seulement l'armée pourrait être mobilisée dans des cas très extrêmes, et cette décision ne peut qu'être prise par l'approbation de l'ensemble des assemblées de la nation, voire par un référendum.

La division politique

Une organisation politique de la nation en accord avec les préceptes socialistes du salaire à vie et de la nouvelle constitution devrait se faire sous une forme de régionalisme confédérateur. Le concept est simple : des assemblées se font au niveau de quartier. Ces assemblées de quartier élisent des représentants paritaires dans des assemblées municipales. Le mandat municipal est un mandat strict et automatiquement révocable si le mandat n'est pas respecté. Ainsi, ces assemblées municipales éliraient des représentants dans une assemblée métropolitaine, et ainsi de suite, avec les mêmes mandats stricts et révocables. Jusqu'à une assemblée nationale, qui représente l'ensemble des régions et métropoles.

Toute réforme constitutionnelle devrait passer par un référendum populaire. Afin de protéger la constitution des dérives capitalistes, une majorité absolue devrait être demandée pour tout changement constitutionnel. Au moins 60% de la population devrait voter pour la réforme. Par ailleurs, toute décision nationale controversée, pourrait être mise en question par un référendum populaire. Ce référendum populaire, aurait donc le pouvoir final sur toute décision nationale.

Mais cette société socialiste peut sembler loin, très loin. La question de la prise du pouvoir reste flottante. Comment prendre le pouvoir ? Comment arriver à faire toutes ces réformes ? Nous nous proposons maintenant de donner une réponse à cette question, adaptée aux conditions matérielles de la France du XXIème siècle.

- Comment faire ?

Pour répondre à cette question, il faut faire allusion à Gramsci et à sa théorie de la guerre de positions. Nous vivons dans une société où toute prise militaire ou révolutionnaire s'avère extrêmement complexe. Comme l'expliqua le politologue communiste italien, de nos jours les forces étatiques sont bien plus coriaces qu'elles ne le furent dans la Russie du Tsar, ou dans la monarchie de Louis XVI. Il n'y a pas une *bastille* à prendre ou un *palais d'hiver*. Le contrôle de l'Etat s'exerce par des superstructures bien plus développées et bien plus pesantes. Nous nous trouvons donc dans une guerre politique, de position, de confrontation politique dans des domaines très spécifiques.

Par ailleurs, la chute du mur de Berlin et la destruction de l'URSS n'ont pas vraiment aidé au maintien de cette guerre de positions. Il est certain, et il faut être très claires là-dessus : nous avons perdu la guerre froide, le communisme stalinien et léniniste ne reviendra pas, il ne sera jamais hégémonique en France. Il est donc fondamental de passer à une autre stratégie politique. Nous l'avons déjà dit : le populisme de classe.

Mais concrètement, est-ce qu'on doit se présenter aux élections ? Cela dépend principalement de l'état de la gauche en France. Soyons précis : lors des dernières élections, la France Insoumise a fait 20%. Ceci n'est point anodin du tout. Est-ce que cette popularité a été purement conjoncturelle ? Nous ne pouvons pas répondre à cette question car seule l'avenir nous le dira. Ce qui est certain, c'est que c'est la France Insoumise qui représente l'opposition dans l'esprit de la population française, comme le démontrent nombreux sondages.

Que faire donc ? La réponse à cette question est binaire, elle dépend de l'évolution des forces politiques en France. Si la France Insoumise garde sa popularité, alors il serait non simplement contreproductif présenter une opposition contre eux lors des présidentielles, cela serait criminel, puisque nous serions en train de saboter un moment historique. Cela dit, si la France Insoumise ne réussit pas à garder sa base électorale, alors le Parti Communiste Français doit mener une campagne politique populiste et récupérer l'électorat de la France Insoumise.

Cas A : La France Insoumise garde sa base électorale

Dans ce cas, alors notre parti doit tout faire pour aider la France Insoumise à gagner l'élection présidentielle. Le parti doit faire une alliance complète, participer pleinement à la campagne électorale et mobiliser toutes ses forces pour que la France Insoumise arrive au pouvoir. Toutes les conditions de la France Insoumise doivent être acceptées. L'idée ici c'est d'avoir des relations les plus amicales et ouvertes possibles avec ce mouvement politique, dans le but de négocier deux ministères clés : le ministère du travail et le ministère des finances publiques.

Pour éviter tout malentendu, le PCF doit être très clair là-dessus depuis le début. Il n'est pas question de demander ces deux ministères juste pour avoir une place dans un gouvernement,

non. Il est question d'avoir ces deux ministères clés pour mener les réformes expliquées ci-dessus. En totale transparence avec la France Insoumise.

Pour celles et ceux à qui cette idée leur paraîtrait horrible, nous vous prions de penser à un des plus grands hommes de l'histoire du PCF : Ambroise Croizat. Croizat, syndicaliste de la CGT et militant communiste, a réussi à mettre en place dans une courte période les statuts de la fonction publique et le régime général de la sécurité sociale. Ces deux réformes pourtant très simples ont permis à la classe des travailleurs de gérer 30% de l'économie française. Là, il sera question de faire mieux qu'Ambroise Croizat.

Contrôler ces deux ministères fondamentaux pour la mise en place des politiques décrites ci-dessus, nous permettra de changer complètement le monde du travail en France. Cela serait plus que suffisant. L'éventuelle participation dans les élections législatives serait donc purement cosmétique. Nous pourrions utiliser la même stratégie que Izquierda Unida en Espagne, en laissant que la France Insoumise prenne la majorité des députés, tout en gardant une base importante de représentants. Quoi qu'il en soit, à terme, l'objectif sera de dissoudre cette assemblée élitiste.

Justement, quant aux questions de réformes constitutionnelles pour la mise en place d'une nouvelle organisation politique du pays, la solution serait de militer pour cette transformation lors de l'assemblée constitutionnelle qui sera organisée par la France Insoumise. La question est tout de même plus complexe. Rien ne nous garantit que la France Insoumise va faire cette assemblée, et rien ne nous dit que la France Insoumise va vouloir accepter les propositions du PCF. Voilà donc un point sensible. Il nous semble que la meilleure solution serait de faire un lobby constant au sein des militants de la France Insoumise et dans l'opinion publique pour que cette idée de démocratie horizontale passe. Il faudrait durant les années à venir mener une campagne idéologique autour de cette idée.

Bien entendu, il serait préférable et plus simple pour nous autres communistes que la popularité de la France Insoumise s'effrite dans le temps. Cependant, ceci ne dépend pas de nous. Il ne serait pas souhaitable que le Parti Communiste Français mène une campagne contre la France Insoumise pour essayer d'accélérer cet effritement pour les raisons suivantes :

- Cela peut s'avérer contre-productif pour nous : il est possible que la population française s'identifie davantage avec la France Insoumise qu'avec nous, et qu'en essayant de décrédibiliser la France Insoumise, nous soyons nous même décrédibilisés. C'est exactement ce qui arrive au NPA et à Lutte Ouvrière.
- Cela pourrait diviser les forces de gauche, et donc laisser le chemin complètement ouvert aux forces réactionnaires comme LREM, LR, le PS et le FN. C'est exactement ce qui est arrivé aux législatives de 2017.

Donc, l'effritement de la popularité de la France Insoumise ne peut qu'être un facteur exogène.

Cas B : La France Insoumise perd sa base électorale

Ce cas serait en effet préférable pour nous. Si la France Insoumise perdait sa base électorale alors le PCF devrait récupérer la base populiste de la stratégie de la France Insoumise, avec des approches de classe, tel que le fait le député et journaliste François Ruffin. Nous devrions prendre un secrétaire général et candidat capable de rassembler les masses et de vulgariser le langage marxiste pour l'assouplir et le rendre audible pour les personnes qui sont encore complexées par l'URSS. Pour cela nous devrions utiliser un-e candidat-e : jeune et charismatique, comme Nina Goualier, Théo Froger ou Léonard Léma, du MJCF ; ou alors un-e candidat-e plutôt âgé-e, comme André Chassaigne ou Annie David. Bien entendu, d'autres profils existent dans toute la France[38]. Pourquoi jeune ou âgé ? Ici la question est cosmétique. Un jeune bien encadré peut être très attractif dans la population. La victoire d'Emanuel Macron en est bien la preuve. Pour ce qui est d'une personne plus âgée, encore une fois, il s'agit d'un facteur cosmétique : une personne âgée peut passer comme un professeur, une personne sage, expérimentée. Jean Luc Mélenchon a joué ce jeu très finement. Nous pouvons dire la même chose pour Jeremy Corbyn, ou Bernie Sanders.

Qui que se soit le candidat ou la candidate, une équipe de sociologues et experts en communication politique devraient l'accompagner tout le long de la campagne. Il existe dans le monde nombre de personnes très compétentes dans ce domaine. Par exemple, le stratège de Podemos Carolina Bescansa, ou alors les responsables de la campagne de Jean Luc Mélenchon en 2017. En Amérique Latine il y a aussi nombre de personnes compétentes dans ce domaine. Sans doute en France aussi, il serait souhaitable de mener une campagne interne pour identifier des personnes compétentes parmi nos militants et militantes.

Tous les éléments de discours devraient être travaillés en amont. Plusieurs chercheurs ont travaillé dans ce sens, notamment Frédéric Lordon[39]. Nous devons faire un travail collectif pour imaginer des affects sociaux capables de faire concurrence aux affectes du néolibéralisme. Le propre Frédéric Lordon pourrait être mobilisé comme externe pour imaginer ces affectes.

Pour cela, en parallèle à une stratégie populiste, il faudrait mener une campagne de ralliement de toutes les forces de gauche. Pour cela il faudrait inviter l'intégralité des forces de gauche pour travailler autour d'un projet commun, cadré et dirigé par le PCF. Inviter donc des associations comme Attac, Les économistes atterrés, des syndicats, des partis comme le NPA, LO, Alternative Libertaire. Dans le cadre de cette alliance, un changement de nom serait nécessaire.

Attention, il n'est pas question de dire qu'il faut changer le nom de notre parti, il est hors de question, mais d'inventer un nom pour ce rassemblement de gauche qui soit capable d'attirer l'ensemble de la population. Toute référence directe à la gauche comme « Front de Gauche » serait à éviter, car c'est bien trop connoté. L'idée serait plus d'utiliser un nom plus rassembleur, tel que « France Debout » ou « Rassemblement Citoyen », ou des termes comme ça vagues, faisant allusion à des mots ayant des connotations positives, provoquant des affectes joyeux. Encore une fois, la question n'est pas morale, mais purement pragmatique.

Pour cela, il faudrait centrer la campagne sur des cadres spécifiques, qui ne sont pas en contradiction avec les cadres utilisés par les réactionnaires, mais qui proposent des

avancements, des progrès. Macron a très bien su utiliser ces affectes. Prenons les armes de nos ennemis et utilisons-les contre eux ! La théorie des cadres de Lakoff^[40] est très pertinente pour analyser cette réalité. Pour Lakoff :

“Les cadres sont des structures mentales conformant notre manière de voir le monde. Comme conséquences de cela, ils se caractérisent par les objectifs que nous nous proposons, les plans que nous faisons, notre manière d’agir et ce que compte comme le résultat bon ou mauvais de nos actions. En politique, nos cadres constituent nos politiques sociales et les institutions que nous créons pour mettre à l’œuvre ces politiques. Changer notre cadre c’est tout changer. Le changement de cadre correspond au changement social ».

Pour créer ce changement social, la stratégie qui s’avère la plus pertinente est une stratégie du type *constructive*. Cela veut dire de prendre les idées du Néo-libéralisme et de les retourner contre lui. Les cadres du néolibéralisme sont simples : la liberté individuelle, la liberté d’expression, la liberté économique, le progrès économique, l’état de droit et l’ordre.

Il serait alors pertinent de prendre ces cadres un par un et les transformer, en changeant le fond mais en laissant la forme intacte. Donc de rentrer dans une opposition non pas absolue, de tout ou rien, mais de construction, de progrès. Vous voulez de la liberté de presse ? Nous aussi ! Il faut donc couper tout lien entre les intérêts privés, les monopoles, et la presse. Vous voulez de la liberté économique, d’entreprendre ? Nous aussi ! Il faut détruire les banques pour permettre des flux de moyens à l’économie réelle et à l’investissement, il faut casser les grands monopoles industriels et financiers. Vous voulez la démocratie ? Nous aussi ! Et partout ! Nous la voulons au travail, et nous la voulons pour de vrai : des mandats révocables et stricts. Vous voulez de l’ordre ? Nous aussi ! Nous voulons gagner des élections ! Nous voulons la paix dans le monde ! Nous voulons éviter tout conflit mondial ! Vous voulez du progrès, de l’innovation ? Nous aussi ! Nous voulons créer une société de l’innovation, une société à la pointe du progrès humain et scientifique !

Pour permettre que nos idées puissent atteindre la population, il faut jouer un jeu risqué économiquement : il faut produire des médias sur des réseaux sociaux. La France Insoumise fait ça très bien avec Le Media. Nous ne sommes pas sûrs de la pérennité de celui-ci, mais une chose est certaine : il sera nécessaire d’en faire autant si nous voulons récupérer la place de la France Insoumise. Dans cet espace médiatique, il serait justement intéressant d’inviter toute la gauche ainsi que des penseurs de droite, afin de démontrer la pertinence des idées de gauche.

L’idée derrière cette campagne est de transmettre un message clair : nous voulons le progrès, la liberté, la démocratie, la paix, l’opulence pour tous et le respect de l’environnement ! Il sera question de passer dans l’opinion publique comme le camp du bon sens, comme le camp du progrès.

Voilà donc comment y parvenir. D’autres idées existent, il y en a des centaines ! Nous nous devons de nous ouvrir à un débat de fond profond, et de nous débarrasser de tout dogmatisme. L’avenir de notre pays et de la civilisation humaine en dépend.

Conclusion

Camarades ! L'heure est venue ! Nous devons nous rendre compte de la fragilité de la situation économique, géopolitique, sociale et climatique de notre monde ! La civilisation humaine est en péril ! Aujourd'hui plus que jamais, la flamme du communisme doit briller fort ! Aujourd'hui plus que jamais le Parti Communiste Français se doit d'exister et de participer activement à la réalisation de notre projet historique qui est le socialisme !

Nous devons laisser de côté tout traditionalisme. Nous sommes des progressistes, il est donc fondamental de nous débarrasser des traditions inefficaces. Il est temps de laisser de côté nos différences idéologiques et de nous rendre à la raison. La pensée marxiste, est une pensée scientifique. Marx a mené une analyse académique du capitalisme, il est temps d'en faire autant. Sur nos épaules repose la responsabilité de détruire le capitalisme mondial. Soyons à la hauteur de cette responsabilité ! Soyons à la hauteur de Marx, de Engels, de Lénine, d'Ambroise Croizat, de Rosa Luxembourg, de Gramsci ! Soyons à la hauteur de notre humanité ! Soyons hégémoniques ! Nous n'avons plus rien à perdre.

Communistes de toute la France, unissons-nous !

Références :

[1] *L'accumulation du capital*, 1912.

[2] *Le capital*, 1867.

[3] *Recherche sur la nature et la cause de la richesse des nations* (1776).

[4] *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817).

[5] *Capitalisme, socialisme et démocratie* (1942).

[6] D'après l'INSEE.

[7] Phrase extraite de l'ouvrage *La crise de la sociale démocratie* (1915).

[8] L'historien économiste Wernest Sombart décrit ce processus.

[9] C'est bel et bien Marx et Luxembourg, ainsi que d'autres auteurs classiques qui sont à l'origine de cette réflexion et non pas monsieur Keynes.

[10] Nous faisons ici allusion au célèbre problème de la transformation. Nous pensons qu'il est vraiment impératif d'arrêter cette querelle qui nous mène nulle part.

[11] Gaulard, Mylène (2009). *Les limites de la croissance chinoise*. Revue du tiers monde. Numéros 200. P875-893. Disponible sur <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2009-4-page-875.htm>. Dernière consultation : 28/02/2018.

[12] D'après le rapport annuel de 2013 de l'économie française, par l'INSEE. Disponible sur : http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/ECOFRA13d_D2_pgf.pdf, dernière consultation : le 28/02/2018

[13] Arthus, Patrick (2018). *La dynamique du capitalisme est aujourd'hui bien celle qu'avait prévue Karl Marx*. Flash économie 130. Disponible sur : <https://www.research.natixis.com/GlobalResearchWeb/main/globalresearch/ViewDocument/YPKfDS817V8bxlctKGgdMA==> Dernière consultation : 28/02/2018.

[14] Maresse, J., Mulkay, B., Bronwyn H. (2001). *Investissement des entreprises et contraintes financières en France et aux Etats-Unis*. Economie et Statistique. 341-341. P. 67-84. Disponible sur : http://www.persee.fr/doc/estat_0336-1454_2001_num_341_1_7470 dernière consultation : 28/02/2018.

[15] *La grande transformation* (1946).

[16] Une nuance à ce sujet doit être faite : Adam Smith ne pensait pas tout à fait cela. Il serait long ici d'expliquer en quoi l'analyse de Smith est bien plus nuancée. Nous invitons la lectrice ou le lecteur à lire Smith pour comprendre cela. Ici nous faisons un raccourci.

[17] « Tell me, is there some society you know that doesn't run on greed? », en français "dites-moi, est-ce que vous avez connaissance d'une société qui n'est pas basé sur la cupidité ? ». Citation en vidéo complète disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=RWsx1X8PV> A dernière consultation : 1/03/2018

[18] Un-e lectrice ou lecteur perspicace remarquera l'inutilité tantôt politique, tantôt pragmatique, d'appeler à voter pour un parti libéral lorsqu'il faut battre un parti d'extrême droite.

[19] *Notre première mondialisation* (2003).

[20] Nous faisons ici allusion aux menaces faites par Donald Trump et son gouvernement à Cuba, la Corée du Nord, le Venezuela et l'Iran.

[21] A. Crockett (1994). *Evolution du système monétaire international*. Revue d'économie financière. Hors-série.

[22] Bien entendu, il y a aura toujours quelques rigidités structurelles qui ne peuvent pas être détruites. Ceci étant dit, cette libéralisation des flux des capitaux, notamment IDE (investissement direct à l'étranger, a explosé après la chute de Breton Woods.

[23] Bien que l'auteur se reconnaisse ouvertement comme critique de Lénine et de son héritage, il faut donner à César ce qui est à César. Lénine a une analyse économique de l'impérialisme plus que pertinente. *Impérialisme* (1919).

[24] Aucun économiste, aussi vulgaire qui puisse être, nie l'existence de cette concurrence monopolistique à l'internationale. Paul Krugman en fait tout une théorie avec ladite Nouvelle Théorie du Commerce International, paradigme dominant dans l'économie internationale (discipline).

[25] Le Dow Jones ou Dow Jones Industrial Average est un indicateur boursier synthétique qui mesure la performance financière des 30 entreprises les plus importantes dans la bourse de New York.

[26] Les deux graphiques ont été tirés de la base de données du site boursier.com

[27] Les indices boursiers sont basés dans le cours des actions des plus grandes firmes cotés en bourse. En général, la valeur de l'action est indexée au dividende qu'elle rapporte. Donc plus le cours de la bourse est élevé, plus les profits sont élevés. Attention, il ne faut pas confondre des profits élevés et un taux de profit élevé. Quand il s'agit de taux de profit, nous

faisons référence à une valeur relative du profit. Ce taux peut être bas, alors que les profits eux sont très élevés.

[28] *La loi d'accumulation et le collapse du système capitaliste* (1929).

[29] *Occuper ou encercler le Congrès : conflictualisations du mal être social durant la crise espagnole* (2018).

[30] Disponible sur : <http://www.wri.org/publication/world-greenhouse-gas-emissions-2005> dernière consultation le 16/03/2018.

[31] Arthus, Patrick. *Chine : les « vieilles techniques » de soutien de la croissance peuvent-elles encore être efficaces ?* (2015). *Flash Economy* 668.

[32] D'après les données de la Global Footprint Network

[33] C'est Adam Smith qui parle de mercantilisme pour la première fois. Par mercantilisme, il entend toute attitude commerciale qui cherche à augmenter les exportations et à diminuer les importations. En d'autres termes, s'enrichir en détriment des autres.

[34] Il est nécessaire de faire un aveu de faiblesse. Je ne suis pas un sociologue, mais un économiste en formation. Je n'ai pas les compétences pour mener une analyse sociale de la France. Ici je vais présenter juste quelques outils d'analyses et les appliquer. Je vous propose donc de revenir toujours aux faits, et laisser les faits parler par eux-mêmes.

[35] *Capitalisme, désir et servitude* (2010).

[36] *Cahiers de prison* (1948).

[37] *Le Prince* (1553)

[38] L'auteur fait ici référence à des profils qu'il connaît. Bien entendu il n'est pas question de parachuter un-e camarade, mais de proposer des profils intéressants.

[39] *La société des affects* (2013).

[40] George Lakoff (2004). *Don't think of an elephant!: Know your values and Frame Debate—The Essential guide for progressives.*